

AAFI
AFICS



BULLETIN

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva

Vol. 67, No. 4 Septembre – September 2008



PHOTO: Odette Foudral

Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75
Banque UBS SA Genève: 240 128.594 LUT -- Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5
E-mail: aafi-afics@unog.ch
Site internet (français): www.unog.ch/afics/aafi.htm, Web (English): www.unog.ch/afics/afics.htm

VOL. 67, NO. 4

Septembre – September 2008

Table des matières

	<i>Page</i>
AAFI-AFICS DÉJEUNER D'AUTOMNE.....	2
ÉLECTIONS 2009 AU COMITÉ DE L'AAFI- AFICS	3
EDITORIAL.....	4
NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS	5
NOUVELLES DES AUTRES ASSOCIATIONS.....	5
LA VIE DES ORGANISATIONS	6
NOUVELLES DE LA FÉDÉRATION	8
PENSIONS	10
SANTÉ	15
AIDE HUMANITAIRE CONTRE SOVERAINETE NATIONALE : LA "RESPONSABILITE DE PROTECTION"	19
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS.....	22
HUMOUR.....	24
COURRIER DES LECTEURS.....	24
NOUVEAUX MEMBRES	46
CHANGEMENTS D'ADRESSE	49
ILS NOUS ONT QUITTÉS.....	51
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	55
ÉLECTIONS DE 2009 AU COMITÉ DE L'AAFI-AFICS-- APPEL DE CANDIDATURES	61

Table of Contents

	<i>Page</i>
AAFI-AFICS AUTUMN LUNCH	2
2009 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE	3
EDITORIAL	26
NEWS FROM AAFI-AFICS.....	27
NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS.....	27
NEWS FROM THE ORGANIZATIONS	28
NEWS OF THE FEDERATION.....	29
PENSIONS.....	31
HEALTH	36
HUMANITARIAN ASSISTANCE VS. NATIONAL SOVEREIGNTY : THE "RESPONSIBILITY TO PROTECT"	39
OF CABBAGES AND KINGS	42
HUMOUR.....	44
BOOK REVIEW	44
LETTERS TO THE EDITOR.....	45
NEW MEMBERS	46
CHANGES OF ADDRESS.....	49
THEY HAVE PASSED AWAY	51
REPORT OF THE AUDITORS.....	57
PUBLICATIONS AVAILABLE TO AAFI- AFICS MEMBERS	59
2009 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE--NOMINATION OF CANDIDATES.....	62

**AAFI-AFICS
DÉJEUNER D'AUTOMNE**

**AAFI-AFICS
AUTUMN LUNCH**

Mardi 4 novembre 2008

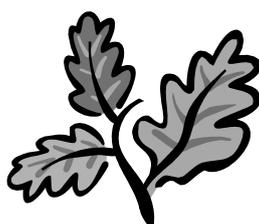
Apéritifs à partir de 12 h

Restaurant du BIT – Niveau R.2

Tuesday 4 November 2008

Aperitifs from 12:00

ILO Restaurant - Level R.2



MENU

SALADINE DE VOLAILLE

***ESCALOPE DE SAUMON
AU LAIT DE COCO ET GINGEMBRE***

FRAMBOISIER

Apéritif, vins, eaux minérales et café

Prix / Price : 45.00 (tout compris/all inclusive)

Inscription par écrit (fax ou courriel) jusqu'au 30 octobre 2008

Registration in writing (fax or e-mail) by 30 October 2008

AAFI-AFICS, Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

e-mail : aafi-afics@unog.ch - Fax. 022 917 0075

ÉLECTIONS 2009 AU COMITÉ DE L'AAFI-AFICS

APPEL DE CANDIDATURES

Conformément à l'Article 17 des Statuts de l'Association des anciens fonctionnaires internationaux adoptés par l'Assemblée générale le 23 mai 2000, un scrutin est organisé tous les deux ans parmi les Membres de l'Association pour élire neuf membres du Comité.

Tout candidat(e) à l'élection au Comité doit être membre de l'Association et sa candidature doit être proposée par trois autres membres au moins. Les membres sortants du Comité sont rééligibles.

Si vous désirez vous présenter ou proposer un(e) candidat(e), veuillez remplir la formule de proposition de candidature (voir page 61...) et l'envoyer à l'AAFI-AFICS, Bureau C-544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10. Elle devra nous parvenir au plus tard le lundi 17 novembre 2008.



2009 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE

CALL FOR CANDIDATES

In conformity with Article 17 of the Statutes of the Association of Former International Civil Servants adopted by the General Assembly on 23 May 2000, an election is organized every two years among the Members of the Association for the election of nine members of the Committee.

Every candidate for election to the Committee shall be a Member of the Association proposed by at least three other Members. Retiring members of the Committee shall be eligible for re-election.

If you wish to stand for election or to propose a candidate, please fill in the nomination form (see page 62) and send it to AAFI -AFFICS, Office C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10. It will have to reach us by Monday 17 November at the latest.



EDITORIAL

C'est un grand honneur que d'avoir été élu président de votre Association.

J'aurai besoin de votre soutien pour mes premiers pas à la suite de mes illustres prédécesseurs : Aamir, Anders et Jean-Jacques qui ont œuvré inlassablement - et continuent à le faire - pour l'Association. Je suis vraiment heureux de pouvoir m'associer aux nombreux membres qui nous ont écrit pour remercier Jean-Jacques Chevron de son indéfectible dévouement à notre Association.

Ce ne sont pas là de banales formules de politesse. Je suis pleinement conscient des responsabilités que le président et les membres du Comité doivent accepter pour assurer une gestion compétente et efficace des affaires de votre AAFI-AFICS ; de même que pour promouvoir et protéger vos droits et intérêts d'anciens fonctionnaires internationaux.

Votre nombre s'accroît sans cesse : ce numéro du Bulletin annonce l'adhésion de cinquante-deux nouveaux membres, portant le nombre total de nos adhérents à plus de 3.560 dans quelque quatre-vingt-quatorze pays. J'ai l'intention d'inviter le Comité à étudier la façon dont nous pouvons accroître les services que nous rendons à nos membres, où qu'ils se trouvent.

Vous le savez par le Bulletin - grâce à l'excellent travail poursuivi par le Comité, de même qu'à l'action de l'Assistante sociale de l'Association - nous nous attachons à vous donner l'information, les conseils et l'aide que vous attendez sur les problèmes concernant les pensions, l'assurance maladie et bien d'autres sujets encore. La liste de nos publications témoigne, à elle seule, de l'abondance des questions abordées.¹

Vous nous avez également entendu vous exposer les fonctions de représentation que les membres de notre Comité assurent au Comité mixte de la Caisse des pensions, dans les comités de gestion des caisses d'assurance maladie des Organisations et dans le cadre plus général des ONG qui possèdent un statut consultatif auprès de l'ECOSOC. Ce numéro du Bulletin présente un rapport sur notre participation à la toute dernière session du Comité mixte de la Caisse des pensions. Dans ce contexte je suis heureux de pouvoir annoncer que la Caisse des pensions est en excellente santé et que la crise née de la perspective d'«externaliser» la gestion de l'un des portefeuilles d'investissement de la Caisse est derrière nous.

De bonnes nouvelles également concernant l'application du coût de la vie à votre pension. Vous êtes nombreux, qui plus est dans de nombreux pays, à nous avoir informé du retard d'application de cet ajustement normalement attendu en avril 2008. Le Secrétariat du Fonds a assuré le Conseil de la FAAFI que le recherche d'une solution adaptée à ce problème était considérée de la plus haute importance de façon à éviter ce retard fort mal perçu par les retraités.

Toutefois, en ces domaines comme en d'autres, la vigilance demeure à l'ordre du jour et la représentation efficace des retraités est essentielle. Aussi, je me propose d'ouvrir un débat au Comité de notre Association sur le renforcement de la participation des retraités aux multiples comités et conseils qui prennent des décisions les affectant directement.

Le travail ne va pas nous manquer. Mais il doit aussi s'accomplir dans la joie et j'aborderai mes nouvelles responsabilités avec cette disposition d'esprit. Me souvenant d'avoir été naguère chef d'une chorale, je rechercherai aussi sans relâche l'harmonie qui nous permettra de jouer ensemble notre commune partition. Car, comme nous l'a appris Arthur O'Shaughnessy,

Nous sommes les musiciens,
Nous faisons surgir les rêves,
Et pour l'éternité semble-t-il,
Nous faisons bouger et vibrer le monde.

Roger Eggleston



¹ La liste des publications figure à la page 59

NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS

DATES À RETENIR

Mardi, 4 novembre 2008	Déjeuner d'automne au restaurant du BIT
Lundi, 17 novembre 2008	Comité de l'AAFI-AFICS : délai de soumission des candidatures aux élections de 2009
tous les mercredis 9h00 – 12h30	Permanence au bureau C.544-1 au Palais des Nations tél. 0041 (2)2 917 33 30

**N.B. Votre adresse actuelle courriel nous intéresse au plus haut point.
Un grand merci !**



NOUVELLES DES AUTRES ASSOCIATIONS

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Des élections au Comité exécutif vont bientôt avoir lieu. Un appel a été lancé et les *Nouvelles trimestrielles* de l'Association invitent les membres à vie ou annuel habitant la Région de Genève ou la France voisine de se porter candidat. Ils espèrent de nombreux candidats et candidates.

Le voyage au mois de mai en Andalousie, Espagne, a été un succès. Trente-neuf participants ont pu se rendre à Grenade, Alhambra et les villes de Baeza, Ubeda et Séville, en terminant par une visite du rocher de Gibraltar.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La Section des anciens fonctionnaires du BIT a lancé un nouveau *Message* en mai 2008. Une couverture chic et quelques 80 pages d'information aux anciens collègues notamment sur la réception des fonctionnaires retraitées à la fin 2007, et l'annonce d'une réunion spéciale du même groupe en mai 2009, à l'occasion du 90^{ème} anniversaire de l'OIT.. Ce numéro comprend aussi des articles sur la Caisse des Pensions de l'ONU, la Caisse maladie du BIT et les activités de la Section.

Le *Message* publie aussi sous la rubrique « Histoire », des souvenirs de Jean-Daniel Leroy, son ancien Directeur, du Bureau de Paris de l'OIT en France de 1998-2006, *Random Memories of the ILO*² par David Richardson, ancien Directeur du Bureau de Londres, et un article sur la mort mystérieuse du Directeur adjoint du BIT à Montréal en 1943. Figurent aussi de nombreuses recommandations pour vivre en bonne

² En anglais seulement

santé, et plus tristement mais malheureusement inévitable pour des publications adressées à des anciens fonctionnaires, quelques nécrologies.

Le *Bulletin* de l'AAFI-AFICS félicite nos collègues du BIT pour leur nouveau *Message*.

AFICS-ADDIS ABABA

L'Éthiopie suivant le « calendrier julien » a ainsi célébré le passage à l'an 2000 en septembre 2007. L'AFICS-Addis Ababa a participé aux célébrations qui ont été marquées par la plantation de l'arbre du Millénaire à l'initiative du Maire d'Addis Ababa. Les membres de l'Association ont ainsi planté quelques 100 arbres sur l'espace qui leur avait été réservé. Plus d'une centaine de membres de l'Association ont aussi participé à la Journée des Nations Unies organisée dans le Hall de la Commission économique pour l'Afrique en présence de nombreux invités.



LA VIE DES ORGANISATIONS

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

97^{ème} Conférence internationale du Travail

Dans son discours de clôture de la Conférence, le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a déclaré : « Cette Conférence a démontré une fois encore la vitalité du tripartisme au cœur de notre Organisation, maintenant redynamisée pour s'acquitter pleinement de son mandat dans le contexte des défis d'aujourd'hui ». M. Somavia a poursuivi en disant que la Conférence avait placé le Travail décent au cœur du système institutionnel de l'OIT en adoptant la « Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable ».

Cette année, la Commission de l'application des normes de la Conférence a commémoré le 60^{ème} anniversaire de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, le 50^{ème} anniversaire de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, et le 10^{ème} anniversaire de la Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail de 1998. La Conférence plénière a débattu du nouveau Rapport global du BIT sur la liberté d'association. Au cours des dix dernières années l'OIT a vu doubler le nombre de ratifications de ses huit conventions fondamentales sur le travail forcé, le travail des enfants, la discrimination, la liberté syndicale et la négociation collective, rendant accessible la ratification universelle.

La Commission a exprimé sa profonde préoccupation quant à la situation du travail forcé au Myanmar, comme le reflètent les observations de la Commission d'experts. Elle a conclu qu'aucune des recommandations de la Commission d'enquête n'avait encore été appliquée et que le travail forcé était toujours très répandu, y compris l'enrôlement d'enfants dans les forces armées.

La Commission a également souligné la nécessité de permettre à tous les citoyens du Myanmar d'exercer pleinement leurs droits civils et a appelé le gouvernement à mettre immédiatement fin à la mesure d'assignation à résidence frappant Daw Aung San Su Kyi.

Dans le cas du Zimbabwe, où il est fait référence à de graves allégations de violations des libertés fondamentales, y compris l'arrestation et la détention quasi systématiques de syndicalistes ayant participé à des manifestations publiques, la Commission a déploré profondément l'attitude d'obstruction permanente dont fait preuve le gouvernement en refusant de se présenter devant elle depuis deux années consécutives.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

61ème Assemblée mondiale

La 61ème Assemblée mondiale de la Santé (Genève, mai 2008) à laquelle ont assisté les participants de 190 pays – un record – a aujourd'hui donné pour mission à l'OMS de s'attaquer aux menaces anciennes, nouvelles et imminentes pour la santé publique dans le monde. L'Assemblée a notamment réussi une percée décisive en créant une plateforme permettant de supprimer des obstacles et d'appliquer des méthodes innovantes pour favoriser la recherche-développement et l'accès aux médicaments contre les maladies courantes dans les pays en développement.

L'Assemblée a approuvé un plan d'action de six ans pour la lutte contre les maladies non transmissibles, qui constituent aujourd'hui la principale menace pour la santé. En 2005, ces maladies – en particulier les affections cardiovasculaires, le diabète, les cancers et les affections respiratoires chroniques – ont été responsables de 60% des décès dans le monde (soit 35 millions de décès environ). Les pays à revenu faible ou intermédiaire sont les plus touchés par ces maladies, qu'il est en grande partie possible d'éviter en agissant sur quatre facteurs de risque courants : le tabagisme, les mauvaises habitudes alimentaires, la sédentarité et l'usage nocif de l'alcool.

L'Assemblée de la Santé a également prié l'OMS, et engagé les ministères de la santé, à prendre des mesures pour protéger la santé face au changement climatique. Les travaux de l'Assemblée de la Santé ne se sont pas limités aux nouveaux problèmes. Les délégués ont réaffirmé qu'ils étaient attachés à éradiquer la poliomyélite et à se préparer à une pandémie de grippe. Ils ont également abordé les questions suivantes : mutations sexuelles féminines : stratégie mondiale en faveur de la vaccination : santé des migrants.

ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

Le Sommet de la FAO fait appel pour plus d'investissements dans l'agriculture; La société civile demande le respect pour l'agriculture à petite échelle

Le Sommet sur la flambée des prix des denrées alimentaires organisé par la FAO au mois de juin 2008 a adopté par consensus une déclaration qui exhorte la communauté internationale à accroître son aide aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et ceux qui sont le plus touchés par la hausse des prix.

*Il y a nécessité urgente d'aider les pays en développement et les pays en transition à accroître leur production agricole et vivrière, et à renforcer leurs investissements dans l'agriculture, les entreprises agricoles et le développement rural et ce de sources à la fois publiques et privées », selon la Déclaration.

Plus d'une centaine d'organisations des 5 continents ont participé au *Forum Terra Preta*, une réunion de société civile organisée en parallèle avec le Sommet de la FAO. Le Forum présente une manière différente et durable d'aborder les crises incessantes écologiques et alimentaires et le changement climatique, et de forger des solutions qui renforcent nos capacités, reconnaissent le rôle prépondérant des femmes dans la production agricole, protègent nos écosystèmes et récupèrent les communautés, sociétés et économies, et demande le respect de la part de la communauté mondiale pour l'agriculture à petite échelle.



NOUVELLES DE LA FÉDÉRATION

37^{ème} session du Conseil de la FAAFI - Rome, 2-8 juillet 2008

La 37^{ème} session du Conseil de la Fédération des Associations d'anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI) s'est déroulée au siège de la FAO, à Rome, du 2 au 8 juillet.

La plus grande partie des travaux a été consacrée à la préparation du Comité mixte de la Caisse des pensions et au mandat des représentants de la FAAFI à cette session. On trouvera dans ce Bulletin un rapport sur la session du Comité mixte. Pour éviter les répétitions le présent rapport n'aborde que les questions qui ne devaient pas être traitées au Comité mixte.

La session du Conseil a été précédées de réunions des groupes de travail sur (a) le Règlement intérieur et (b) l'assurance maladie après la fin du service et les soins de longue durée.

Demandes d'adhésion

Deux nouvelles associations ont été reçues au sein de la FAAFI : l'IAFICS-Israël et l'IGFICS-Myanmar, portant ainsi le nombre d'associations membres à quarante-deux.

Système d'ajustement des pensions

L'attention du Conseil a été attirée sur les reports fréquents, constatés dans un certain nombre de pays, de l'ajustement pour augmentation du coût de la vie, normalement dû au 1^{er} avril de chaque année, du fait de l'incapacité du Bureau des Statistiques des Nations Unies à réunir les données requises en temps voulu, bien qu'elles soient facilement accessibles sur Internet ou d'autres sources encore.

Le Conseil a été également informé des difficultés que crée en Argentine l'existence de statistiques non fiables et, en Colombie la chute constante de la valeur du dollar. Le Conseil a décidé de porter ces problèmes à l'attention de l'Administrateur de la Caisse à l'occasion de sa réunion avec lui.

Situation des anciens participants à la CCPNU, ressortissants de l'ex-URSS, ex-RSS d'Ukraine et ex-RSS de Biélorussie.

Le Conseil a profondément regretté qu'aucune amélioration de la situation des anciens participants à la CCPNU, ressortissants de l'ex-URSS, de l'ex-RSS d'Ukraine et de l'ex-RSS de Biélorussie, ait pu être enregistrée. Il a décidé de continuer à attirer régulièrement du Comité mixte sur cette question et de soumettre une note d'information.

Réunion avec l'Administrateur-Secrétaire de la Caisse des pensions.

Le Conseil s'est réuni le 8 juillet avec l'Administrateur-Secrétaire de la Caisse des pensions et plusieurs de ses collaborateurs. Un résumé des questions soulevées au cours de cette discussion et des réponses qui leur ont été données sera publié ultérieurement.

Adoption d'un Règlement intérieur

Au terme d'un long débat au sein du Groupe de travail et en séance plénière du Conseil, celui-ci a adopté son Règlement intérieur qui est entré en vigueur le 9 juillet 2008.

Le Règlement contient, entre autres, des dispositions concernant les critères d'admission à la FAAFI, les dates limites de soumission des ordres du jour du Conseil, la fonction nouvelle de président des sessions du Conseil, la procédure d'élection des membres du Bureau (ainsi que la durée des mandats du président et des vice-présidents).

L'assurance maladie après la fin du service et les soins de longue durée

Le Conseil a examiné et adopté une « **Déclaration de principes relative aux soins de longue durée** » dont le projet avait été préparé par l'AAFI-AFICS de Genève. Elle sera envoyée à toutes les associations membres ainsi qu'au CEB et aux organismes responsables de questions de personnel. La Déclaration réaffirme l'importance des prestations qui ont un effet également sur le plan des coûts et de la qualité des soins - y compris les soins à domicile - et rejette toute différenciation des prestations qui serait fondée sur le niveau des revenus.

Le Conseil a également réaffirmé l'utilité de la banque de données présentant en détail les dispositions pertinentes appliquées par les Caisses de protection de la Santé des Organisations. Il a approuvé les recommandations du groupe de travail en vue de leur mise à jour régulière.

Activités de la FAAFI en sa qualité d'ONG ayant le statut consultatif avec l'ECOSOC ; Défense des idéaux et de l'action du système des Nations Unies

Le Conseil a pris note avec intérêt du rapport qui lui était soumis sur la CONGO et du rapport quadriennal de la FAAFI au Comité de l'ECOSOC pour les ONG.

La défense des idéaux du système des Nations Unies est une activité dans laquelle la FAFICS peut jouer un rôle essentiel. Il a été suggéré qu'AFICS-New York accepte la responsabilité de réunir les informations fournies dans ce domaine par les associations membres et prépare un rapport sur le sujet pour la prochaine session du Conseil.

Le Conseil a décidé que la FAAFI conserve sa qualité de membre de la CONGO et continue à participer à ses activités.

Questions administratives et financières

Le Conseil a approuvé les comptes et le rapport des vérificateurs aux comptes pour l'exercice 2007. Il a pris note du rapport intérimaire sur l'exécution du budget 2008. Il a également approuvé le budget de l'exercice 2009. Le montant des contributions a été porté de \$1,25 à \$1,35 par membre individuel de chaque association. Malgré cette augmentation, le budget fait encore ressortir un déficit. Il a été décidé qu'à l'avenir les budgets devront être équilibrés, même si cela doit nécessiter une augmentation des contributions.



PENSIONS

UNJSPF GENEVE

Le Bureau de Genève du Fonds de Pension est désormais dirigé par **M. Alan Blythe** depuis le 1^{er} août 2008.

M. Blythe est né en Angleterre où il est devenu expert comptable après l'Université. Après 25 ans d'expérience dans le domaine financier, il a embrassé la carrière internationale en entrant au CERN en 1988. Il y a acquis l'expérience dans le domaine des pensions entre 1992 et 2002 et a alors été recruté par le Fonds de Pension de New York en qualité de Chef des Services Financiers au sein du secrétariat. Récemment promu Chef des Opérations à New York, il s'est réjoui d'avoir l'opportunité de prendre la tête du Bureau de Genève et d'ainsi vivre dans la région de naissance de ses enfants.

Le Comité souhaite plein succès à M. Blythe pour la tâche si difficile de suivre les nombreux dossiers des retraités et le reconstruera dès que possible



NOTES SUR LA 55^{EME} SESSION DU COMITE MIXTE DE LA CAISSE DES PENSIONS DES NATIONS UNIES - (ROME, 10-18 JUILLET 2008)

Données de base

Au 31 décembre 2007 la Caisse comptait 106.566 participants et 58.084 bénéficiaires ; en augmentation de 8,3 et de 2,4 pour cent, respectivement, par rapport au 31 décembre 2006.

A la même date la valeur boursière des actifs de la Caisse se montaient à 41, 381 milliards de dollars, en augmentation de quelque 14 pour cent par rapport au 31 décembre 2006 et de 31,7 pour cent par rapport au 31 décembre 2005.

1. Placements

Dix documents ont été présentés au Comité mixte sur les placements, la grande majorité « pour observations et suggestions » et non « pour décision ». Deux d'entre eux appellent particulièrement l'attention.

JSPB/55/R.11 – Rapport du Représentant du Secrétaire général pour les investissements

Le rapport du Représentant du Secrétaire général (RSG) note que « l'indexation du portefeuille nord-américain, décidée par le Comité mixte en juillet 2006 (...) a été différée en raison de la baisse des marchés constatée en 2007, dès lors que la mission du Service de gestion des investissements (SGI/IMS) est d'assurer la préservation du capital. »

La crise est terminée : on ne détecte plus d'enthousiasme à faire revivre cette décision dans un avenir prévisible. Néanmoins, on pouvait encore lire une phrase préoccupante dans le rapport : « Le SGI/IMS étudie actuellement quelle proportion de chaque portefeuille pourrait faire l'objet d'une stratégie d'indexation ». Devant le Comité, la Directrice du SGI/IMS a fait valoir que l'indexation était une méthode prudente de gestion de l'argent et qu'il serait pratique d'indexer quelque 20 pour cent de chaque portefeuille.

« Déplacer une partie indexée d'un portefeuille, a-t-elle déclaré, est une opération plus rapide, fluide et moins coûteuse.

Des voix se sont élevées pour faire observer qu'après avoir renoncé à l'indexation du portefeuille nord-américain, il n'y avait aucune raison de se précipiter vers d'autres formes d'indexation.

L'accent fut mis sur la nature tactique plus que stratégique de l'usage de l'indexation pour conserver l'équilibre de la Caisse (tactique voulant sans doute dire pratique). Le président du Comité mixte a estimé que le RSG et la Directrice du SGI/IMS devraient, dans certaines limites, pouvoir bénéficier de quelque latitude pour équilibrer une portion modeste de chaque portefeuille.

Le RSG a confirmé qu'aucune décision n'était attendue du Comité mixte, ne serait-ce que parce qu'une indexation entraînerait la mise en place nécessaire de ressources substantielles. Le SGI/IMS étudiait la question et si des changements importants étaient envisagés, le Comité en serait saisi.

JSPB/55/R.13 - Etude sur l'introduction de catégories de valeurs alternatives ¹

Sur la base d'une étude du Cabinet Mercer, la Directrice du SGI/IMS a proposé d'envisager de nouveaux types de placements (*catégories de valeurs alternatives / alternative asset classes*) : titres non cotés en bourse, fonds de couverture (hedge funds), infrastructures foncières (forestières et agricoles) ; le tout à hauteur d'un maximum de 18 pour cent du total des actifs.

Tous les groupes ont exprimé leur réticence à voir la Caisse se lancer rapidement dans cette direction.

Toutefois, les membres du Comité des placements ont soutenu ces propositions et expliqué qu'il était important d'explorer de nouvelles catégories de valeurs pour équilibrer le portefeuille. Ces nouveaux types de placement sont bien connus et utilisés par nombre de sociétés gestionnaires de fonds de pension

Le président a proposé que le Comité mixte transmette au RSG les observations et suggestions suivantes :

« Toute décision d'investir (...) dans des catégories de valeurs alternatives (...) doit être prise judicieusement, progressivement et de manière soigneusement calculée, en consultation régulière avec le Comité des placements ;

« le Comité estime que l'affectation en catégories de valeurs alternatives, recommandée par Mercer pour un montant de 18 pour cent de l'ensemble du portefeuille des placements de la Caisse est excessive et considère que cette recommandation doit être revue à la lumière de l'augmentation progressive recommandée plus haut ;

« le SGI/IMS doit préparer, pour la 56^{ème} session du Comité, des propositions concrètes comprenant une évaluation des ressources que l'on estime nécessaire à leur mise en œuvre ;

« le RSG doit continuer à informer régulièrement le Comité de toute action prise pour investir en catégories de valeurs alternatives quelque partie que ce soit du portefeuille de la Caisse. »

2. Questions actuarielles

Bonne nouvelle, la 29^{ème} évaluation actuarielle de la Caisse a fait apparaître au 31 décembre 2007 un surplus égal à 0,49 pour cent de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension.

C'est la sixième évaluation actuarielle positive des douze années qui se sont écoulées depuis 1995.

Ce résultat est d'autant plus remarquable que l'évaluation prend en compte les nouvelles Tables de Mortalité (2007) qui renforcent les prévisions de longévité et réduisent le fossé entre les longévités masculines et féminines : ce phénomène a une incidence sur l'évaluation actuarielle et a été évalué à 1,82 pour cent de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension.

¹ La version française officielle des documents et du rapport sur cette question n'étant pas encore disponible, la terminologie définitive pourra être différente.

(Sur la base de cette évaluation annoncée, le Conseil de la FAAFI avait décidé de réclamer avec force l'élimination de la partie restante (0,50 pour cent) de la réduction initiale de 1,5 pour cent, appliquée au premier ajustement effectué après le départ en retraite en fonction de l'indice des prix à la consommation. Nous présentons cette question en section 4 de ce rapport).

Le Comité a par ailleurs noté les incidences actuarielles des coûts croissants du système de la double filière mais a décidé qu'aucun changement n'était néanmoins nécessaire en ce qui concerne le taux de contribution ou les paramètres de la « formule de Washington ».

3. Etude de l'incidence des fluctuations monétaires sur les prestations de retraite

Le problème le plus sérieux, pour un grand nombre de représentants des Chefs de Secrétariat et de participants, a été l'incidence des fluctuations monétaires sur les prestations de retraite, calculées selon la formule de la double filière, payables aux fonctionnaires de la catégorie professionnelle, surtout à ceux sur le point de prendre leur retraite.

Deux solutions étaient proposées : (a) retenir, pour le calcul de la moyenne des taux de change, une période de 120 mois (au lieu de 36), formule suggérée par l'Administrateur-Secrétaire ; ou (b) retenir les meilleurs 36 mois des 5 dernières années, proposée par le Comité des pensions de la FAO/PAM.

Parmi les données fournies par le Secrétariat figuraient des montants de pension, calculée sur la base de la filière locale, exprimés en pourcentage de remplacement du revenu (selon une formule mise au point par la CFPI en 1986) pour les périodes de référence décembre 2001, 2004 et 2007). Ces données révèlent qu'alors que le pourcentage de remplacement du revenu à New York demeurait constant, au fil des années, au niveau de 60,4 pour cent, celui des monnaies autres que le dollar ont varié considérablement : d'un sommet de 81,8 pour l'euro à Rome en 2001, par exemple, à des niveaux inférieurs à la valeur du dollar en décembre 2007, lorsque le pourcentage était exprimé en francs suisses ou en livres du Royaume Uni .

Certains participants ont estimé que ces ratios constituaient une « aberration » ; l'important était la mise en évidence de l'injustice dont les fonctionnaires étaient victimes selon la date à laquelle ils prenaient leur retraite.

Le Secrétariat a par ailleurs annoncé le déclenchement probable, dans un proche avenir, du différentiel de coût de la vie au Royaume Uni et en Suisse.

Ce problème a fait l'objet de négociations multiples entre les groupes. On peut dire qu'il a été « le problème » de la session du Comité mixte, cette année.

Le groupe des Participants a insisté pour que la solution des 120 mois soit appliquée dès le 1^{er} janvier 2009. Les représentants des Chefs de Secrétariat, tout en reconnaissant la réalité du problème, se sont montrés inquiets des conséquences inconnues que pourrait entraîner la formule des 120 mois dans tous les pays du monde, mais ont souhaité une décision claire du Comité mixte. A cet effet il était nécessaire que le Secrétariat présente les différentes options au plus tard en mars 2009 afin que le Comité mixte puisse prendre une décision à sa prochaine session. Le groupe des représentants des Organes directeurs a estimé que les préoccupations relatives au pourcentage de remplacement des revenus commençaient à se faire moins vives mais qu'elles devaient néanmoins faire l'objet d'un contrôle suivi ; il a également fait valoir que les conséquences de l'introduction de la formule des 120 mois étaient encore peu perceptibles.

Toutes les opinions exprimées, largement divergentes, ont été consignées dans le rapport. Le Comité mixte a décidé que le Secrétariat devra continuer, en coopération avec les actuaires, à surveiller l'incidence des coûts émergents liés aux fluctuations monétaires et faire rapport aux Comités des pensions des Organisations tous les trois mois, le premier rapport devant mettre en lumière les ajustements éventuels résultant de l'application du différentiel du coût de la vie. Le Secrétariat devra incorporer dans ces rapports les résultats d'études supplémentaires sur l'incidence des fluctuations monétaires sur d'autres monnaies représentant équitablement toutes les régions du monde de même que sur leur incidence sur les catégories de personnel professionnel et des services généraux. Un rapport sur « les solutions concrètes, réalisables, durables, destinées à atténuer l'incidence des fluctuations monétaires à un coût compatible avec les résultats actuariels » devra être présenté le 31 mars 2009, accompagné de propositions d'action à mettre

immédiatement en œuvre le 1^{er} janvier 2010 au cas où le besoin d'une telle action se ferait sentir, sera soumis à la 64^{ème} session de l'Assemblée générale.

4. Recommandations de 2002 du Comité mixte relatives aux prestations

L'Administrateur-Secrétaire avait proposé qu'à la lumière des résultats actuariels constamment positifs, « le Comité mixte soit appelé à décider s'il souhaite recommander à l'Assemblée générale d'approuver l'application des recommandations qu'il a formulées en 2002 concernant l'élimination de la réduction restante d'un demi-point de pourcentage de l'ajustement initial à l'indice des prix à la consommation des prestations servies et l'application des ajustements au titre du coût de la vie aux prestations de retraite différées à partir de l'âge de 50 ans. »

Le coût actuariel était évalué à 0,15 pour cent de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension (Pensionable Remuneration - PR) en ce qui concerne la restitution des 0,5 pour cent et à 0,36 pour cent de la PR pour les pensions de retraite différées, à partir de l'âge de cinquante ans.

La discussion a tourné autour de la question de savoir si le surplus actuariel était suffisant pour permettre d'adopter l'une de ces mesures ou les deux.

Il fut aussi noté que la mise en œuvre de ces décisions rendrait nécessaire de débloquer une somme de \$ 579.000 pour refaire et tester les programmes informatiques correspondants.

La FAAFI a présenté avec force son argumentation en faveur de la restitution de la réduction des 0,50 pour cent restants, appuyée en cela par les représentants des Participants et ceux des Chefs de Secrétariat. Toutefois les représentants des Organes Directeurs ne voulurent rien entendre, considérant que le surplus actuariel actuel n'était pas suffisant pour permettre cette année quelque amélioration des prestations que ce soit.

Après discussion, il fut décidé d'inscrire dans le rapport que « compte tenu de l'importance de cette question, le Comité mixte lui conserverait un caractère prioritaire sur son ordre du jour ».

5. Groupe de travail sur la structure du régime

Le Comité mixte a décidé d'établir un groupe de travail sur la structure du régime afin de

- a. Evaluer les principaux faits nouveaux qui devraient être pris en compte pour définir les besoins futurs de la Caisse.
- b. Examiner les différentes mesures d'économies adoptées depuis 1983 mais non encore mises en œuvre, de même que toute mesure supplémentaire qui aurait été récemment étudiée par le Comité mixte et/ou qui pourrait être inspirée par l'évaluation sus-mentionnée ;
- c. Formuler des propositions et les classer par ordre de priorité en vue de satisfaire les futurs besoins à long terme de la Caisse et de ses mandants.

Le groupe de travail sera composé de trois représentants de chacun des groupes constituant le Comité mixte ainsi que de trois représentants de la FAAFI. Il présentera son rapport au Comité en 2010, précédé d'un rapport intérimaire en 2009.

6. Questions administratives

Deux questions étaient particulièrement importantes du point de vue des intérêts des retraités et de la nécessité, pour la Caisse, d'assurer un service de qualité aussi bien du point de vue des relations humaines que du traitement informatique des données.

Dans ce contexte la FAAFI est intervenue à diverses reprises. Notamment lorsque furent examinées (a) l'Etude d'ensemble de la Caisse des pensions (et de son Service de gestion des investissements - SGI/IMS) et (b) la proposition de créer à la Caisse un système de planification informatique intégré (Enterprise

Resource Planning System – ERP). L'accent fut mis sur l'importance de recruter un personnel ouvert aux besoins spécifiques des retraités et des bénéficiaires ainsi qu'à ceux des participants en activité, et sur la nécessité de procéder avec rigueur aux opérations de test de ce nouvel instrument informatique.

7. Rapport d'activité sur le Fonds de secours

La FAAFI est intervenue pour exprimer l'espoir qu'il soit possible d'assouplir les formalités d'accès aux aides procurées par ce Fonds. Elle a souhaité que la nouvelle brochure d'information soit largement distribuée, notamment à ceux qui ne peuvent ou ne savent accéder au site Internet de la Caisse.

La Fédération s'est déclarée préoccupée par les longs délais actuels d'étude de dossiers qui, par définition, concernent des cas urgents.

8. Etude sur les petites pensions et les frais bancaires

Le Secrétariat de la Caisse des pensions s'est déclaré préoccupé par les cas où des frais bancaires sont prélevés sur de petites pensions. Il s'est référé à cet égard aux discussions qui venaient d'avoir lieu au Conseil de la FAAFI.

Sur la question des frais bancaires exorbitants, la FAAFI a recommandé que le Secrétariat étudie la possibilité de mettre en œuvre un « package » de solutions, surtout dans le cas des petites pensions. Elles pourraient consister à faire appel à des organisations ou des programmes (par exemple le PNUD, le PAM, le HCR et l'UNICEF) pour le transfert de pensions dans les pays où les frais bancaires sont prohibitifs. Là où aucune solution ne pourrait être trouvée, la FAAFI a estimé que la Caisse devrait prendre ces frais à sa charge. Cette proposition a trouvé un appui chez les Participants mais les représentants des Chefs de Secrétariat et des Organes Directeurs ont soutenu l'avis du Secrétariat de la Caisse des pensions selon lequel celle-ci ne pouvait être tenue responsable des frais imposés par les banques.

L'atmosphère, néanmoins, a été sensible aux problèmes rencontrés par ceux qui subissaient des frais bancaires excessifs et, de l'avis général, la Caisse devrait faire un effort pour trouver des solutions.

La question des petites pensions n'a pas été véritablement abordée, le document du Secrétariat se limitant à rappeler la décision prise par le Comité en 2002 de n'examiner la question de l'ajustement des petites pensions qu'après l'examen de l'étude d'ensemble des rémunérations considérées aux fins de la pension (Pensionable Remuneration).

9. Dispositions relatives aux prestations payables aux membres ou anciens membres de la famille

En complément du rapport présenté par l'Administrateur-Secrétaire (JSPB/55/R.41), une proposition a été présentée par la FAAFI, sous forme d'un document de travail (CRP), tendant à réduire de 10 à 5 ans la durée minimum du mariage imposée par l'article 35 bis. Au CRP était joint le document présenté par la FAAFI en 2006 mais ne put, faute de temps, être examiné.

La FAAFI n'a reçu aucun soutien pour sa proposition d'application de l'article 35 bis dans les cas où le divorce (et non la date de prise de la retraite comme prévu dans le texte de 1998) interviendrait postérieurement au 1^{er} avril 1999.

Le Comité mixte a approuvé pour soumission à l'Assemblée générale la proposition de l'Administrateur-Secrétaire (faite à l'origine par la FAAFI) d'éliminer la clause de « non-remariage » au paragraphe (b) (ii) de l'article 35 bis et de modifier les dispositions de l'article 35 bis, paragraphe (b) (v) en remplaçant la preuve négative - très difficile à apporter - par une disposition bien plus simple et facile à appliquer, selon laquelle la preuve est fournie que le règlement de divorce ne contient aucun renoncement exprès à d'éventuelles prestations de la Caisse des pensions.

La proposition de la FAAFI de réduire de 10 à 5 ans la durée du mariage minimum prévue par l'article 35 bis a été reçue très favorablement. Le Comité a prié le Secrétariat de lui soumettre en 2009 un texte approprié.

10. Prochaine session du Comité mixte

En raison de travaux de rénovation importants entrepris au siège des Nations Unies, la prochaine session du Comité mixte ne se déroulera pas à New York, mais très probablement à Genève du 13 au 17 juillet 2009.

Roger Eggleston



SANTÉ

ASSURANCES SANTÉ

Publié dans le bulletin de l'AAFI-AFICS, vol.67, n° 3 du mois de juin 2008, le compte rendu de la 68ème Assemblée générale de l'AAFI-AFICS tenue le 4 mars 2008 reflète les différentes interventions et préoccupations de ses membres. Comme chaque année, un débat s'est ouvert sur les problèmes de santé et des assurances maladies des diverses Organisations.

Au paragraphe 4.29 ont été consignées les critiques de deux participants sur le fonctionnement de l'Assurance Contre la Maladie et les Accidents de l'ONU (l'Assurance).

Des difficultés ont été rencontrées par des sociétaires pour joindre, par téléphone, l'Assurance en fin d'année 2007, la réception de l'Assurance s'étant retrouvée réduite du fait de postes devenus vacants. La situation a été depuis normalisée et même améliorée, car des ressources ont pu être réaffectées à l'accueil physique et téléphonique des assurés.

L'Assurance reçoit, par jour, en moyenne 300 demandes de remboursements, soit 35% de plus qu'en 2004, qui sont traitées, dans leur grande majorité, en deux à trois semaines. Ce délai est un objectif fixé par le Comité exécutif à la suite d'études entreprises pour améliorer le suivi de ces remboursements et pour répondre le plus efficacement possible aux attentes des sociétaires. De plus, l'Assurance a mis en place, depuis 3 ans, un système de suivi systématique des réclamations et des plaintes qui révèle une forte diminution de celles-ci.

Cependant, malgré les améliorations continues au niveau des délais de remboursement et du suivi des réclamations, certains assurés peuvent rester insatisfaits, cela est souvent dû au fait que toutes les prestations, traitements ou produits pharmaceutiques ne sont pas remboursables par l'Assurance, conformément à son Règlement qui évolue avec les progrès de la médecine. Ces refus peuvent générer des mécontentements.

Il est nécessaire d'être à l'écoute des remarques qui doivent servir à améliorer le fonctionnement de ce service si important dans notre vie de chaque jour. D'ailleurs il a été reconnu « que les services rendus par le personnel de la Mutuelle sont excellents ».

Par ces quelques lignes, en tant que représentant des sociétaires retraités à l'Assurance, j'ai voulu apporter quelques précisions afin de permettre une meilleure compréhension réciproque.

Pierre Vangeleyn



LA RESTRICTION CALORIQUE : MANGER MOINS POUR VIVRE PLUS

L'article suivant, extrait de « Le Guide des 50 ans et plus » aux Editions L.Mancassola à Lausanne, est publié par le Bulletin de l'AAFI-AFICS avec l'aimable autorisation du Professeur Jacques Proust, Médecin-Directeur du Centre de Prévention du Vieillessement à la Clinique de Genolier (Vaud).

New York City, 1934. Des chercheurs parviennent à allonger la durée de vie de rats de laboratoire grâce à une méthode pour le moins triviale : un apport calorique restreint. La « restriction calorique » est née et avec elle, l'espoir de pouvoir prolonger par un moyen similaire la vie humaine. Aujourd'hui, les mécanismes moléculaires mis en jeu de sont de mieux en mieux compris, et on identifie déjà des substances mimant les effets bénéfiques de la restriction calorique. La pilule de jouvence de demain pourrait bien être un cours d'élaboration ...

Des souris et des hommes

La restriction calorique consiste à restreindre les apports caloriques alimentaires au minimum nécessaire, tout en prévenant les carences en vitamines et en oligo-éléments par des compléments alimentaires adaptés. C'est le seul mécanisme décrit à ce jour qui permet d'augmenter la durée de vie maximale, tout en améliorant l'état de santé général. Ces effets bénéfiques ont été confirmés en laboratoire chez de très nombreuses espèces, de la sauterelle aux mammifères. Ainsi, chez les rats de laboratoire, une diminution de 30 % des apports caloriques conduit à une augmentation de 30 % de la longévité. De quoi faire rêver !

Au vu de ces études prometteuses, des études similaires ont été initiées vers la fin des années 80 chez des primates. L'espérance de vie normale des 200 singes étudiés étant d'environ 30 ans, il est encore trop tôt pour dire avec certitude si ce régime augmente leur espérance de vie. Cependant, des résultats intermédiaires suggèrent que les primates soumis à une restriction calorique sont plus alertes et en meilleure santé que leurs congénères nourris normalement. Ainsi, on montre que la plupart des marqueurs biologiques du vieillissement (production des radicaux libres oxygènes, activités de maintenance et de réparation, dégâts moléculaires glycoxydatifs ...) mais également les indicateurs de l'état de santé (pression artérielle, masse grasse, glycémie, insulïnémie, triglycéridémie ...) et la fréquence de certaines affections (cancer, maladie cardio-vasculaire ...) sont influencés de manière favorable par cette intervention.

Selon toute probabilité, la restriction calorique serait aussi bénéfique à l'homme, mais, pour des raisons éthiques et pratiques, ses effets n'ont pas pu encore être étudiés. Seules quelques observations éparses indiquent un effet positif des régimes hypocaloriques sur la longévité humaine. Ainsi, la durée de vie exceptionnelle des habitants de l'île japonaise d'Okinawa serait due à leur régime particulièrement pauvre en calories.

Comprendre et imiter

Alors que les recherches sur le vieillissement sont longtemps restées en veille, on assiste aujourd'hui à une explosion de ce domaine de recherche. Parmi les progrès les plus récents, on pense avoir partiellement élucidé les mécanismes biologiques qui établissent un lien entre régime alimentaire et longévité. Des résultats récents indiquent que l'effet positif de la restriction calorique pourrait être dû, en partie, à une activation des sirtuines, une famille de gènes régulateurs des mécanismes de survie et de résistance à toutes formes de stress.

Il semble difficile d'imaginer que des humains puissent se soumettre toute leur vie à un régime hypocalorique draconien, même pour augmenter leur espérance de vie. En revanche, la compréhension des mécanismes mis en jeu permet aujourd'hui d'isoler des composés, reproduisant les effets bénéfiques de la restriction calorique. Le resvératrol, extrait de la peau des raisins rouges, est l'un des candidats les plus prometteurs. Administré à des souris, il active les sirtuines et augmente ainsi la longévité de ces animaux tout en améliorant leur état de santé. Dans ce cas, il est inutile de contrôler le régime alimentaire des souris, et les effets bénéfiques du resvératrol persistent même lorsque les souris sont suralimentées. Il s'agit là de résultats d'un intérêt majeur obtenus lors de conditions expérimentales qui semblent infiniment plus adaptable à la nature humaine que la perspective d'une longue vie de restrictions ...

Il est encore trop tôt pour savoir si le resvératrol ou une molécule similaire sera la fontaine de la jeunesse du 21^{ème} siècle, mais ce qui relevait hier encore de la science fiction est peut-être en train de devenir réalité.

Article élaboré par Alexandre Balaphas, Romain Bétend, Marie-Charlotte Brueggen, Aude Chenu, Pierre Cosson, Priscilla Soulié, Pr. Jacques Proust.
Centre médical universitaire, Faculté de médecine, Université de Genève.

A lire :

- « C'est encore mieux à cinquante ans », Françoise Laborde, Ed. *J'ai Lu*.
- « Le certain âge », Madeleine Chapsal, Ed. *Fayard*.
- « La chaleur du cœur empêche nos corps de rouiller », Marie de Hennezel, Ed. *Robert Laffont*.
- « Seniors ! Santé Vitalité », Dr. Roland Sananès, Ed. *Marco Pietteur*.



SENIORS : OÙ VIVEZ-VOUS LE MIEUX EN FRANCE ?

Le séminaire organisé par l'AAFI-AFICS en janvier dernier sur les soins de longue durée nous a apporté une surprise majeure. Alors que les statistiques que nous avons réunies pour la Suisse occidentale (Genève et Vaud), montraient une abondance d'établissements médicaux sociaux dans les deux cantons où vivent un très grand nombre de retraités du système des Nations Unies, en comparaison avec la « France voisine » (Ain et Haute-Savoie), où ils sont également très nombreux, qui apparaissait comme le parent pauvre.

Nous avons tenté d'en savoir plus au travers des données de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE, France) et - heureux hasard - le magazine français *L'Express* nous a, de surplus, fourni deux enquêtes¹ sur la qualité de vie en France : y figurent nombre d'informations sur ceux des 96 départements français où les « seniors » vivent le mieux. Nous sommes heureux de les soumettre à votre curiosité. Et de les comparer avec la Haute-Savoie et l'Ain, départements où nos anciens collègues ont, en grand nombre, pris leur retraite.

Au classement général du « Où les seniors vivent-ils le mieux en France ? » les enquêteurs ont privilégié les thèmes de la qualité de la vie, de l'action publique en matière de structures d'accueil pour les personnes âgées, de l'offre médicale, et de l'état de santé des habitants. On trouve, au sommet et dans l'ordre, la Lozère - le bonheur est sur le Causse - l'Ille-et-Vilaine - cœur de la Bretagne - qui fait tout pour favoriser le maintien des seniors à domicile, et le Maine-et-Loire - la douceur angevine - dont le réseau de maisons de retraite et d'aide à domicile est à la fois performant et innovant. Haute-Savoie et Ain sont respectivement à la 67^{ème} et à la 60^{ème} place. Bof ...

Pour ce qui est du seul *cadre de vie*, les départements qui se placent dans les meilleurs rangs sont dans le sud : les gagnants sont les Hautes-Alpes, la Corrèze et l'Aveyron ; ceux du nord, dans le peloton de queue : Pas-de-Calais (malgré la bonne humeur des Ch'tis), Oise et Aisne. La Haute-Savoie et l'Ain se classent modestement au 46^{ème} et 58^{ème} rang sur 96. Pourtant, nos montagnes ont une bonne réputation ! Alors ?

Mais venons-en à la santé. Une constatation s'impose : « la France qui vante volontiers son système de soins et proclame sa passion pour l'égalité, écrit *L'Express*, est l'un des champions d'Europe des disparités sanitaires. »

Dans le domaine de l'action sociale - où l'effort des 96 Conseils généraux de France métropolitaine en faveur des seniors se mesure en nombres de structures d'accueil pour les personnes âgées - le résultat est bien mauvais pour la Haute-Savoie (83^{ème} rang) et moyen pour l'Ain (36^{ème} rang). Dans l'Ain, l'action du CLIC du Pays de Gex rattrape sans doute un peu les insuffisances de la région « d'outre-Vuache » mais au total, le département - faute de ressources financières suffisantes que devraient assurer, comme dans les autres départements, le Conseil général et les communes - est très pauvre en établissements d'accueil des seniors. Si vous cherchez une bonne maison de retraite ou un EMS français, allez plutôt du côté de la Lozère, première ex-aequo avec la Seine-Maritime et l'Ardèche et évitez les départements, pourtant ensoleillés, que sont les Pyrénées-Orientales, bon dernier du classement, les Alpes-Maritimes (95^{ème}) et

¹ *L'Express* n° 2943 du 22 novembre 2007 et 2972 du 19 juin 2008.

même la Corse du Nord (92^{ème}) et le Var (87^{ème}) ; sauf, bien sûr, si vous pouvez assumer le coût des établissements de grand luxe qui y abondent.

Au rayon de l'offre médicale (nombre de médecins par rapport aux seuls plus de 60 ans, lits médicalisés ou soins infirmiers à domicile pour les plus de 75 ans), ceux de nos anciens collègues qui vivent dans la Somme (1^{er} rang), dans les Hautes-Alpes (2^{ème}) ou en Côte d'Or (3^{ème}) sont sûrement les plus satisfaits, mais le résultat est encore honorable pour les voisins des cantons genevois et vaudois : 24^{ème} rang pour la Haute-Savoie, 46^{ème} pour l'Ain.

Mais il n'y a pas que l'offre médicale qui compte dans notre vie de tous les jours. Il faut aussi mesurer les loisirs, l'offre culturelle (théâtres, cinémas, musique, etc). Là encore, la Haute-Savoie (42^{ème} au classement) et l'Ain (66^{ème}) ne donnent pas l'exemple. Sans doute les grandes villes comme Paris, Nantes, Grenoble, Lyon, Rouen, Bordeaux (dans l'ordre) agissent comme phares de la culture et raflent la mise ; mais « nos » départements proches de Genève pourraient mieux faire, malgré la présence du concurrent que constitue la Genève internationale.

Nous avons quand même un lot de consolation pour la fameuse « France voisine ». Il s'agit des réussites au baccalauréat. Eh oui ! La Haute-Savoie se classe 2^{ème} sur 96, derrière le Finistère et devant la Mayenne et L'Ain mérite une mention plus qu'honorable en prenant la 19^{ème} place. Mais au fond, si nous y réfléchissons bien, ces très bons scores sont tout à fait normaux. A chaque génération, les enfants et les petits-enfants des fonctionnaires et anciens fonctionnaires internationaux remontent le niveau général du département ...
Elémentaire, mon cher Watson !

J.-J. Chevron



**Communication du
Groupement de Prévoyance et d'Assurance
des Fonctionnaires Internationaux (GPAFI)**

Depuis le début de l'année 2008, l'âge limite pour l'admission à l'assurance complémentaire des frais de santé a été repoussé de 55 à 65 ans. Cette mesure, adoptée par un certain nombre de compagnies d'assurance, tient compte de l'amélioration globale de l'état de santé de la population, due notamment à la prévention des risques et à l'évolution des techniques médicales, ainsi qu'à l'augmentation de l'espérance de vie.

Ainsi, les fonctionnaires internationaux actuellement retraités et les membres de leurs familles peuvent désormais demander au GPAFI leur adhésion, et ce jusqu'à l'âge de 65 ans. L'admission est soumise à un questionnaire sur l'état de santé.

Nous tenons à vous rappeler les principaux avantages de cette assurance :

- Une prise en charge des frais suivants : part des frais de traitements ambulatoires à votre charge (en général 20% des honoraires médicaux, médicaments, analyses et examens de laboratoire, etc.), séjour en chambre privée lors d'une hospitalisation, médecine naturelle, mesures de prévention de la santé, frais de recherche et de sauvetage, ainsi que de nombreuses autres prestations.
- Un accès aux services suivants : assistance lors d'un séjour à l'étranger pouvant aller jusqu'au rapatriement, conseil médical téléphonique 24h/24h, deuxième avis d'un spécialiste en cas d'intervention chirurgicale et protection juridique du patient.
- Des primes attractives et stables, grâce à un grand nombre d'assurés.
- Un remboursement rapide des frais.
- Un service de qualité assuré par une équipe disponible et compétente.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus en consultant le site internet www.gpafi.com , par courriel gpafi@unog.ch ou au GPAFI, Bureau C.419, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, tél. +41 (0)22 917 26 20 ou 39 46 (ouvert du lundi au vendredi, de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00).



AIDE HUMANITAIRE CONTRE SOUVERAINETE NATIONALE : LA “RESPONSABILITE DE PROTECTION”

Des débats anciens et nouveaux sur l'aide humanitaire se sont concentrés sur le devoir des gouvernements de porter secours à leurs propres citoyens victimes de guerres ou de catastrophes naturelles, sur le droit des victimes à être secourus, sur le droit ou le devoir des autres Etats et des organisations d'aider les victimes.

En septembre 2005, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution reconnaissant le « devoir de protéger des populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité », abrégé en R2P dans le jargon onusien. Le cyclone qui a dévasté la Birmanie (appelée Myanmar depuis 1989) en mai 2008 a provoqué de vives controverses sur la question de savoir si R2P devait s'appliquer aux catastrophes naturelles, et en ce cas si la force devait être utilisée pour porter secours à la population contre la volonté du gouvernement du pays victime d'une telle catastrophe.

La catastrophe birmane

Un cyclone tropical (le cyclone Nargis) s'est abattu sur la Birmanie le 4 mai 2008. Irrawaddy et quatre autres régions, y compris Rangoon, ont été déclarées zones sinistrées. Selon les estimations actuelles, il a causé la mort de 78.000 personnes et 56.000 autres ont disparu. L'ONU et la Croix-Rouge internationale estiment qu'entre 1,6 et 2,5 millions ont des besoins urgents de nourriture, d'eau et d'abris. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a déclaré que « si le pays ne reçoit pas une aide supplémentaire – très rapidement – nous serons affrontés à une épidémie de maladies infectieuses qui dépasserait largement la crise actuelle ».

Les médias internationaux et les gouvernements occidentaux ont blâmé la junte birmane pour leur blocage ou le ralentissement de l'aide internationale. Les dirigeants militaires craignaient que l'aide humanitaire ne serve de camouflage pour changer leur gouvernement et que les travailleurs humanitaires des pays occidentaux ne soient une « cinquième colonne ». Même les opposants au régime étaient soupçonneux, estimant que toute aide ne ferait que renforcer le statu quo.

Le rejet d'une initiative française

Le 7 mai, le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, déclara que l'ONU devait invoquer sa « responsabilité de protection » comme base d'une résolution pour forcer l'acheminement de l'aide à la Birmanie, même contre les objections du gouvernement militaire. Il proposa que le Conseil de Sécurité adopte une résolution « autorisant l'acheminement [de l'aide humanitaire internationale] et l'impose au gouvernement birman ». Les Etats-Unis et le Royaume Uni ont soutenu la requête française mais seulement pour une réunion d'information sur l'assistance humanitaire à la Birmanie. La Russie, la Chine, avec le soutien de l'Afrique du Sud, de la Libye et du Vietnam, ont catégoriquement rejeté la demande que la question de la Birmanie soit même discutée par le Conseil de Sécurité, responsable de la paix et de la sécurité internationales, et non, pour ces pays, des questions humanitaires.

Dans une conférence de presse tenue à New York le 7 mai, John Holmes, Coordinateur des Nations Unies pour les secours humanitaires et Sous secrétaire général pour les questions humanitaires, dit en réponse à la question d'un correspondant concernant la suggestion que l'ONU devrait invoquer le « droit de protection » pour obliger le gouvernement à accepter l'aide internationale, qu'il ne pensait pas que s'embarquer dans une confrontation aiderait la situation.

Dans une réunion à Bruxelles tenue le 13 mai, les ministres européens responsables du développement n'acceptèrent pas la proposition française d'appliquer le concept du R2P à la situation des victimes en Birmanie. Plutôt que de menacer le gouvernement, il serait préférable de rassurer la Birmanie sur la nature humanitaire de leur demande d'accès libre pour les travailleurs humanitaires.

Une autre réaction hostile est venue initialement de Gareth Evans, ancien ministre des affaires étrangères d'Australie et maintenant Président de l' *International Crisis Group*. Il reflétait les vues de responsables de haut niveau du Royaume Uni et de l'ONU selon lesquels cette approche « incendiaire » serait totalement

contre-productive pour obtenir la coopération – encore possible – des généraux birmans. Les organisations d'aide humanitaire estimaient que, sur le plan pratique, toute tentative d'envoyer du matériel de secours par avions ou bateaux sans soutien efficace au sol serait irrémédiablement inefficace, et peut-être même dangereuse si des envois de médicaments étaient mal utilisés. Par ailleurs, le concept R2P concerne la protection des populations vulnérables du « génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité », et non des catastrophes naturelles. Certains groupes craignaient que l'extension du concept R2P à des crises humanitaires puissent mettre en danger le consensus mondial obtenu par l'adoption d'un objectif plus ciblé.

La position de départ de Bernard Kouchner était néanmoins que le blocage de l'aide par les dirigeants birmans pouvait constituer « un crime contre l'humanité », relevant donc du R2P.

A la suite de pressions internationales d'Etats et d'organisations offrant de l'aide, et de conseils plus discrets de la Chine et de l'Association des Nations du Sud Est asiatique (ASEAN), Ban Ki-moon annonça le 23 mai dans la capitale de la Birmanie un succès bien venu : le Général principal de Birmanie, Than Shwe avait finalement donné son accord pour permettre aux travailleurs de l'aide internationale, quelle que soit leur nationalité, d'avoir accès aux zones les plus affectées par le Cyclone Nargis. Il semblait au prime abord que « l'approche douce » avait réussi, mais cet engagement tardif n'a pas été respecté par les dirigeants birmans.

Les origines du « R2P »

Déjà en 1988, Bernard Kouchner, le fondateur de Médecins sans frontières (MSF), puis Secrétaire d'Etat pour les questions humanitaires soumit à l'Assemblée générale des Nations Unies un projet de résolution sur l' « Assistance humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre ». Son intention était d'instituer sur le plan international le droit des victimes à être secouru, le devoir des organisations intergouvernementales et ONGs de donner cette aide, et l'obligation des gouvernements recevant cette aide de faciliter l'accès des travailleurs humanitaires aux victimes. Face à de fortes oppositions, la résolution finalement adoptée a réaffirmé la souveraineté des Etats affectés par des catastrophes naturelles, et le rôle premier qui leur revient dans l'initiative, l'organisation, la coordination et la mise en œuvre de l'assistance humanitaire sur leurs territoires respectifs. Elle rappelait que ceux qui apportaient cette aide devaient agir dans un but strictement humanitaire, et respecter les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité (ceux de la Croix-Rouge).³

L' *International Commission on Intervention and State Responsibility (ICISS)* – créée par le gouvernement canadien en 2000 – a publié en décembre 2001 un rapport sur « La responsabilité de protéger » qui a présenté ce nouveau concept. Le rapport décrit la responsabilité de la communauté internationale pour prévenir, réagir et rebâtir, par l'utilisation d'une série d'outils, afin d'empêcher des menaces latentes de devenir imminentes et d'empêcher des menaces imminentes de devenir réelles. Le rapport a proposé les principes de précaution suivants à prendre en compte si les efforts de prévention échouent et si la force militaire est nécessaire pour empêcher ou arrêter la perte de vies ou un nettoyage ethnique de grande ampleur :

- la gravité de la menace
- l'intention correcte (éviter ou arrêter la souffrance humaine)
- le dernier ressort
- des moyens proportionnels
- une espérance raisonnable de succès

Ces critères étaient destinés à servir d'indicateurs pour guider le Conseil de Sécurité à décider s'il devait, ou non, intervenir. Le rapport ajoutait utilement que si le Conseil décidait de ne pas intervenir, l'Assemblée générale ou des organisations régionales pouvait constituer des sources alternatives d'autorité.

Ni ces critères ni cette alternatives ne furent mentionnés dans le Document final du Sommet mondial de 2005.

La résolution « R2P »

En septembre 2005, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté par résolution le Document final du Sommet mondial de 2005 qui comprenait, inter alia, le « Devoir de protéger des populations contre le

³ A/RES/43/131, 8 décembre 1988.

génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité ». ⁴ Ce devoir incombait à chaque Etat, et également à « la communauté internationale », dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies de mettre en œuvre les moyens diplomatiques, humanitaires et autres moyens pacifique appropriés, conformément aux Chapitres VI et VIII de la Charte afin d'aider à protéger les populations » de ces crimes. L'innovation était dans une référence à l'usage de la force en vertu du Chapitre VII : si ces moyens pacifiques se révélaient inadéquats et que les autorités nationales n'assuraient manifestement pas leur devoir de protection, les chefs d'Etat et de gouvernement étaient « prêts à mener en temps voulu une action collective résolue, par l'entremise du Conseil de Sécurité, conformément à la Charte, notamment son Chapitre VII, au cas par cas, et en coopération, le cas échéant, avec les organisations régionales compétentes ... »

Le recours à la force par une action collective pouvait donc être envisagée si les autorités nationales – les auteurs probables des crimes – n'assuraient pas cette protection, cette décision ne pouvant être prise que par le Conseil de Sécurité, où n'importe lequel des Membres permanents peut exercer son veto. Cette responsabilité était limitée aux crimes mentionnés. Elle ne se référait pas aux défaillances éventuelles de l'aide humanitaire et à leurs conséquences à l'égard des populations. La Charte affirme à son Article 2.7 que l'ONU n'est pas autorisée à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat. La seule exception est le pouvoir accordé au Conseil de Sécurité d'utiliser la force conformément au Chapitre VII afin de maintenir ou rétablir « la paix et la sécurité internationales ». Alors que le Conseil a adopté des résolutions dans le passé qui semblaient aller au delà de ce critère – par exemple, quand le Conseil a créé des tribunaux pénaux internationaux – l'usage éventuel de la force pour protéger des populations des crimes mentionnés constitue une innovation conceptuelle et juridique considérable.

Crises récentes

Une résolution du Conseil de Sécurité adoptée le 31 août 2006 élargissant le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan inclut une référence aux paragraphes pertinents du Document final du Sommet mondial de 2008, c'est-à-dire au R2P, et a autorisé la Mission à utiliser la force conformément au Chapitre VII. ⁵

Sans référence au R2P, le 6 février 2008, une Déclaration du Président du Conseil de Sécurité « vivement préoccupé » par la crise au Kenya, s'est félicité du progrès des négociations menées par Kofi Annan, - qui se terminèrent avec succès par un accord de partage du pouvoir. La Déclaration se référait au rôle de l'Union africaine, du Président du Ghana, du Secrétaire général de l'ONU et au Groupe d'éminentes personnalités africaines dirigé par Kofi Annan. Des pressions par les Etats-Unis ont aussi aidé à la conclusion de l'accord. Le Conseil a ajouté que la seule solution à la crise passait par le dialogue, la négociation et le compromis : aucune mention n'a été faite d'un éventuel recours à la force.

Le Conseil de Sécurité n'a pas adopté de résolution concernant les effets du cyclone Nargis ni d'une éventuelle intervention. Comme noté ci-dessus, l'action a été prise par Ban Ki-moon sur une base purement humanitaire.

En mai 2008, une délégation de la Commission de Consolidation de la Paix de l'ONU a effectué une visite au Burundi pour tenter d'arrêter la reprise des combats entre les forces du gouvernement et celles des rebelles. La création de la Commission avait été fortement encouragée par Kofi Annan et fut adoptée au Sommet de Septembre 2005. Elle doit coordonner les efforts de consolidation de la paix et faciliter le dialogue entre les principaux acteurs : essentiellement, empêcher les pays sortant d'un conflit à y replonger.

Conclusion

« R2P » est né des échecs de l'ONU et des gouvernements qui n'ont ni empêché ni arrêté les génocides au Cambodge, au Rwanda, ni les massacres et le nettoyage ethnique dans l'ex-Yougoslavie. Ce concept souligne utilement la responsabilité des Etats de protéger leur propre population. Les organisations internationales, y compris l'ONU, ont la responsabilité de mettre en garde, de définir une stratégie efficace de prévention, de recommander les mesures – économiques, politiques, diplomatiques, juridiques,

⁴ A/RES/60/1, 24 Octobre 2005, paras. 138-139, confirmée par le Conseil de Sécurité par Résolution 1674(2006) du 28 avril 2006. Le Chapitre VI de la Charte concerne le « Règlement pacifique des différends » et le Chapitre VIII les

« Accords régionaux ».

⁵ Rés. 1706.

sécuritaires, ou, mais seulement en dernier ressort, militaires – qui deviennent nécessaires pour arrêter les atrocités de masse.

Ce concept sera-t-il mis en œuvre avec succès ? On pouvait espérer que le Conseil de Sécurité de l'ONU et/ou des organisations régionales, et des diplomates de haut niveau prendraient des mesures de prévention dans des situations de tensions croissantes, comme l'a fait Kofi Annan au Kenya. Il est peu probable que le recours à la force sur la base du Chapitre VII soit approuvé par le Conseil de Sécurité sauf circonstances extrêmement graves, qui pourraient entraîner l'accord des cinq membres permanents : les autres mesures serviraient de mise en garde et de dissuasion à l'égard de tyrans dangereux.

Les résolutions périodiques de l'Assemblée générale sur la « Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement » ne se réfèrent qu'à la nécessité d'une meilleure coopération et coordination, laissant la responsabilité principale pour organiser l'aide humanitaire au pays victime d'une telle catastrophe. De nouvelles résolutions devraient surtout souligner la responsabilité de ces Etats pour le bien-être de leur propre population en facilitant l'accès de l'aide internationale aux victimes, et la responsabilité de la communauté internationale d'offrir cette aide.

Yves Beigbeder



PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

Il n' y a pas de quoi rire ...

Lorsque j'étais jeune, rire trop fort en présence de personnes âgées était inconvenant. Nous savons que la reine Victoria n'esquissait qu'un très pâle sourire lorsqu'un sujet l'amusait et que, lorsque ce n'était pas le cas, elle n'hésitait pas à le faire savoir sèchement ⁶.

Lord Chesterfield, inlassable gazetier du 18^{ème} siècle, affirmait qu'il n'y avait rien d'aussi médiocre ni d'aussi mal élevé qu'un rire qu'autrui pouvait entendre.

En foi de quoi, défense de glousser, de rire sous cape, de se gausser ; défense d'arborer un large sourire, de rire nerveusement, de pouffer ; et encore moins de plaisanter ouvertement, de s'esclaffer ou de se taper sur les cuisses.

On a été jusqu'à tourner en dérision les animaux ou des oiseaux dont le cri ressemble à un rire. C'est ainsi que la hyène tachetée (*crocuta crocuta*) est surnommée la Hyène Ricanante et que le martin pêcheur géant d'Australie (*dacelo novaegainae*) est affublé du sobriquet de Crétin Hilare.

Eh bien, aujourd'hui, le rieur est déclaré « in » et Lord Chesterfield serait envoyé exercer son sérieux ailleurs.

Mon journal favori, '*toujours porteur de bonnes nouvelles*' comme le disait Polonius à Hamlet, m'informe que '*l'usage du rire en tant que méthode pour faire face à toute situation est devenu un phénomène mondial*'. Bravo ! Ainsi le rire s'est-il, lui aussi, mondialisé : '*Les colons de la rive gauche du Jourdain rient pour combattre le stress et le Pentagone a créé un club du rire pour les familles que l'on envoie en Irak.*' Existe-t-il une meilleure reconnaissance de ce phénomène ? Difficile d'en rire, n'est-ce pas ?

Deux pays très sérieux, l'Allemagne et la Corée du Sud sont les champions de la ligue des rieurs.

⁶ « We are not amused », disait-elle d'un ton sans réplique. (NdIR).

Avec un sérieux tout germanique, les Allemands racontent qu'Helmet Uber, Professeur de Rire - un Herr Doktor sans aucun doute - a fondé une chaîne d'écoles du rire (tout comme il existe des chaînes de Mc Do ou de Gucci). Par leur entremise, Herr Uber aborde les problèmes « du chômage, du mauvais temps, et des difficultés de la vie ». Ses séances rassemblent, dit-on *'une vingtaine d'Allemands, battant des bras comme des ailes et caquetant hystériquement tels des poulets'*.

Les Coréens, drapés dans une impassibilité toute orientale, ne sont pas loin derrière. Comme Kipling aurait pu le dire : l'Orient étant l'Orient et l'Occident étant l'Occident, les deux ne se rencontrent jamais. Mais lorsque deux hommes qui rient se rencontrent, il n'y a plus d'Orient ni d'Occident, ni de frontières ni de race, même s'ils viennent des deux extrémités de la planète.

'Après des siècles sans sourire, les Coréens - nous dit-on - ont besoin d'apprendre à rire. Dans des cours de détente, offerts par les autorités locales et les hôpitaux, des instructeurs prêchent l'effet bénéfique sur la santé d'un rire franc et massif. Des centaines de travailleurs sud-coréens y viennent pour une session d'un après-midi. En quelques minutes ces « étudiants » hurlent de rire '. Mais des siècles sans sourire ne s'évanouissent pas en quelques éclats de rire ; 'le rire est aussi considéré comme une qualification professionnelle, devenue d'autant plus nécessaire que les clients exigent un meilleur service'.

'Riez et le monde rira avec vous' a écrit Ella Wheeler Wilcox. ' Pleurez et vous serez seul à pleurer. Car cette triste planète doit d'autant plus faire appel à la gaieté qu'elle a bien à faire avec ses propres malheurs '. 'Rions-nous davantage dans notre jeunesse ? Plus fort, assurément, car un rire bruyant trahit un cerveau vide' a noté Oliver Goldsmith, alors qu'il commençait à vieillir. Ou encore, comme l'a écrit Byron : 'Profitons aujourd'hui du vin, des femmes, de la gaieté et des rires ; les sermons et l'eau gazeuse seront pour demain'. Le rire des personnes âgées est assurément à prendre davantage au sérieux. Byron lui-même l'admet volontiers : 'Je crois qu'en prenant de l'âge nous avons plus envie de rire que de ronchonner, mais après avoir ri nous reprenons doublement notre sérieux.'

Le rire se répand dans le monde aussi vite que la grippe aviaire. Le problème, c'est qu'il s'exprime avant tout dans une langue et que celles-ci ont tendance à se multiplier. Que devient un jeu de mots dans les vingt-trois langues de l'Union Européenne ? Les personnes qui vivent loin de leur pays voient-elles s'étriquer leur sens de l'humour ? Est-il aussi sécurisant de ne pas essayer d'être drôle que d'éviter un accident ? Vaut-il la peine d'organiser des clubs du rire dans sa propre langue ?

Sans doute ceci explique-t-il la popularité du programme en anglais *'Stand Up Brussels'*, lancé en 2002. Il attire les anglophones qui *apprennent rapidement que sarcasmes et légèreté ne se transmettent point* et craignent par la même occasion de perdre leur sens de l'humour originel.

Mais nous voyons déjà le bout du chemin. Pour rétablir l'équilibre, un visionnaire audacieux vient d'ouvrir un "Bar des Sanglots" en Chine. Vous pouvez y pleurer tout votre soûl pour un prix modique ; les oignons sont fournis gratuitement. Ce visionnaire *a compris qu'il n'y a pas de quoi rire du bonheur : nous pleurons après ce que nous n'avons pas obtenu, que ce soit avant ou après. Et nos rires les plus francs sont toujours empreints de mélancolie.*

Savez-vous qu'aujourd'hui l'homme qui pleure est déclaré « in » et que notre visionnaire chinois rira bien s'il doit rire le dernier ?

1^{er} août 2008

Aamir Ali



HUMOUR

Ma prochaine vie ... par Woody Allen

On devrait vivre la vie à l'envers ...

Tu commences par mourir, ça élimine ce traumatisme qui nous suit toute la vie.

Après, tu te réveilles dans une maison de retraite, en allant mieux de jour en jour.

Alors, on te met dehors sous prétexte de bonne santé et tu commences par toucher ta retraite.

Ensuite, pour ton premier jour de travail, on te fait cadeau d'une montre en or et tu as un beau salaire.

Tu travailles quarante ans jusqu'à ce que tu sois suffisamment jeune pour profiter de la fin de ta vie active.

Tu vas de fête en fête, tu bois, tu vis plein d'histoires d'amour ! Tu n'as pas de problèmes graves.

Tu te prépares à faire des études universitaires.

Puis c'est le collège, tu t'éclates avec tes copains, sans aucune obligation, jusqu'à devenir bébé.

Les neuf derniers mois tu les passes flottant tranquille, avec chauffage central, room service, etc...

Et au final, tu quittes ce monde dans un orgasme !



COURRIER DES LECTEURS

YVONNE EGGIMANN (1907- 2008)

Un pan de l'histoire des Nations Unies s'en est allé: pour ceux qui l'ont connue, c'était un sacré personnage: Mme Yvonne Eggimann, est décédée le 13 juin 2008 à l'âge de 101 ans.

Elle fut engagée par la SDN à l'âge de 16 ans comme temporaire durant les vacances scolaires. Très vite, après des contrats de courte durée et ayant abandonné l'école secondaire, elle reçut un contrat permanent indiquant qu'elle était engagée jusqu'à l'âge de 60 ans ! Heureuse époque.

En 1939, elle quitta la SDN pour cause de fermeture du fait de la guerre. Elle fut réengagée par l'ONU en 1947 jusqu'à sa retraite en 1968, puis pour quelques contrats durant des conférences. Elle travailla d'abord dans la Division du contrôle des documents puis comme secrétaire administrative de cette même division. Ne pouvant plus travailler à l'ONU depuis l'engagement de son fils en 1974, elle fut reprise par la CSCE pour les conférences de Belgrade, Madrid, Vienne, Malta et autres réunions de moindre importance jusqu'à un âge avancé.



APAF et ALTER EGO

J'ai assisté au séminaire du 24 janvier 2008 sur le thème des « soins de longue durée ». Ce séminaire était informatif et très utile. J'aimerais ajouter deux informations qui pourraient intéresser des personnes domiciliées dans le canton de Genève, il s'agit de l'APAF et de ALTER EGO.

1. APAF (Association pour la défense des personnes âgées en établissements médicaux et de leurs familles) est une association apolitique, sans appartenance religieuse et à but non lucratif qui a fêté ses 15 ans d'existence l'année passée. L'APAF est reconnue comme un partenaire privilégié par le département

de la santé et de l'économie (M. Pierre François UNGER) et celui de la solidarité et de l'emploi (M. François LONGCHAMP), ainsi que par les diverses fondations, associations seniors et gérontologiques de Genève.

APAF, de par sa mission de maintien de la qualité de vie et de la dignité de la personne âgée en institution, est interpellée par les proches, les familles et les amis des résidents en EMS. APAF offre une prestation en médiation et intervient sur demande pour évaluer et choisir avec la famille la poursuite des solutions optimales concernant les plaintes exprimées. Le but de l'organisation est de viser le bien-être ou le mieux-être des résidents, prendre la parole en leur nom et défendre leurs droits lorsque cela devient inévitable.

Dans les locaux de l'APAF, une permanence est assurée le mardi et le jeudi après-midi, de 14 à 17 heures et sur rendez-vous. Une secrétaire est présente tous les matins.

*APAF
Centre d'information pour les personnes âgées
Rue des Gares 12 – Case postale 2087
CH - 1211 GENÈVE 2
Tél. (022) 310 82 82*

2. ALTER EGO – le nom rappelle que chacun doit considérer autrui comme un autre soi-même – a pour but la prévention de la maltraitance, les abus et les négligences dont peuvent être victimes les personnes âgées à domicile ou en institution.

La maltraitance est un ensemble d'actes, comportements et attitudes, commis ou omis, envers une personne au détriment de son intégrité physique ou sexuelle, morale ou psychique, matérielle ou financière. La maltraitance engendre un tort ou une blessure, elle constitue une atteinte aux droits fondamentaux et à la dignité de la personne.

ALTER EGO s'appuie sur les droits et besoins fondamentaux suivants : moyens de subsistance suffisants, autonomie et autodétermination, accès aux soins appropriés, équité et non discrimination, intégration et participation sociale, épanouissement personnel, dignité, sécurité.

ALTER EGO offre une écoute, de l'orientation sur les ressources des réseaux formels et informels pouvant offrir un soutien concret aux appelants, des informations sur la problématique de la maltraitance par le biais de sa permanence téléphonique. Les appels sont traités dans la confidentialité et l'anonymat sans influence politique ni religieuse.

Toutes les permanences régionales pour la Suisse romande répondent au même numéro : 0848 00 13 13.

*Lotte Williams-Puls
Psychologue FSP
Ancienne Conseillère du personnel du HCR*



EDITORIAL

It is a great honour to be elected Chairman of your Association.

I shall need all your support to begin to fill the shoes of such illustrious predecessors as Aamir, Anders and Jean-Jacques who worked - and continue to work - tirelessly for the Association. I have great pleasure in joining the many members who have written to congratulate Jean-Jacques for his unremitting dedication to the Association.

These are not just polite words; I am very conscious of the responsibility which the Chairman and the members of the executive Committee bear for the efficient and effective functioning of your AAFI-AFICS, and in promoting and protecting your rights and interests as former international civil servants.

And membership is on the increase; 52 new members are announced in this edition of the Bulletin bringing the total membership to over 3,560 in some 94 countries. I am planning to invite the Committee to focus on ways in which we can increase the services we provide to members wherever they may be.

You know, through the Bulletin, of the excellent on-going work of the Committee and the Association's social welfare officer in providing members with information, advice and help on pension issues, health insurance concerns and many other matters. The list of publications is in itself testimony to the wealth of information available to all.⁷

You have also read of the representational functions which the members of the Committee carry out at the Pension Board, in the Organizations' Health Insurance Committees, and in the broader context of NGOs in consultative status with ECOSOC. This edition of the Bulletin contains a report on our participation in the most recent session of the UN Pension Board. In this context, I am pleased to be able to report that the Fund is healthy and that the crisis in respect of outsourcing one of the investment portfolios of the Fund is over.

Hopeful news too about granting the annual cost-of-living pension adjustments in a timely manner. Many of you will recall the delays that were reported in a number of countries in respect of the April 2008 adjustment. The Pension Fund secretariat assured the FAFICS Council that finding a viable solution to the problems encountered was being given the highest priority and that everything would be done to avoid such unpleasant delays in the future.

Yet vigilance in these areas, as elsewhere, remains the order of the day and the effective representation of retirees is essential. I also plan to open a discussion in the AAFI-AFICS Committee on what steps we can take to strengthen the participation of retirees in the several Committees and Boards that take decisions which directly affect them.

We shall not be short of work. But work must also be fun so I shall tackle my new responsibilities with humour and, as an ex choir conductor, with a relentless search for harmony so that we can all make music together. For as we know from Arthur O'Shaughnessy:

"We are the music makers,
And we are the dreamers of dreams,...
Yet we are the movers and shakers
Of the world for ever, it seems."

Roger Eggleston



⁷ The list of available publications is found on page 59

NEWS FROM AAFI-AFICS

DATES TO REMEMBER

4 November 2008	Autumn lunch at the ILO Restaurant
17 November 2008	AAFI-AFICS Committee : deadline for submission of candidatures for 2009 elections
Each Wednesday morning 09h30-12h30	Permanence in the AAFI-AFICS Office C.544-1, Palais des Nations, Geneva

**N.B. We would love to have your correct e-mail address.
Please e-mail us. Thank you !**



NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS

ASSOCIATION OF FORMER WHO STAFF-GENEVA

Elections are approaching for the next AFSM Executive Committee. A call for nominations has gone out and the "Quarterly News" of this Association encouraged life members or annual members living in the area of Geneva or nearby France to become candidates. It expressed the hope that there would be many candidates of both sexes!

A successful group travel to Andalusia in Spain took place in May. Thirty-nine participants toured Granada, Alhambra, and the towns of Baeza, Ubeda, and Seville, finishing off with a visit to the rock of Gibraltar.

ILO SECTION OF FORMER OFFICIALS-GENEVA

The ILO Section of Former Officials launched a new "Message" in May 2008. A stylish new cover and some 80 pages of information to former colleagues, reporting on the year-end reception for retired officials on 13 December 2007, announcing a special reunion of the same group in May 2008 on the occasion of the ILO's 90th anniversary, articles about the UN Pension Fund, the ILO Health Insurance Fund and the activities of the Section.

The "Message" contains historical memoirs of the ILO Office in France from 1998-2006, by Jean-Daniel Leroy, a former Director of that Office, and Random Memories of the ILO by David Richardson a former Director of the ILO's London Branch Office, as well as a special account of the mysterious death of an ILO Assistant Director in Montréal, Canada, in 1943. It also contains healthy life style recommendations, a wealth of miscellaneous, and sadly, but normal to magazines for former international civil servants, some obituaries on former colleagues. The AAFI-AFICS Bulletin congratulates our ILO colleagues on the launch of their new style "Message" format and its contents.

AFICS-ADDIS ABABA

Ethiopia follows the “Julian calendar” and it celebrated that calendar’s 2000 new year in September 2007. In connection with the celebrations of this millennium AFICS-Addis Ababa participated in a Millennium tree planting ceremony at the invitation of the Mayor of Addis Ababa. Members of the Association planted over 100 trees on a plot specifically assigned to AFICS. The Association also observed United Nations Day with a ceremony held in the Africa Hall of the United Nations Economic Commission with the participation of some hundred members and invited guests.



NEWS FROM THE ORGANIZATIONS

INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION

97th International Labour Conference

At the conclusion of the annual Conference, the ILO Director-General, Juan Somavia, said : « This Conference demonstrated again the vitality of tripartism at the heart of the Organization, now re-energized to fully discharge its mandate in the context of the challenges of today ». Mr. Somavia said the Conference had “placed decent work at the heart of the ILO’s institutional system” through the adoption of the “Declaration on Social Justice for a Faire Globalization”.

This year the Conference Committee on Application of Standards marked the 60th anniversary of the Freedom of Association and Protection of the Right to Organize Convention, 1948 (n° 87), the 50th anniversary of the Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (n° 111) and the 10th anniversary of the ILO Declaration of Fundamental Principles and Rights at Work, 1998.

The Conference Plenary discussed the ILO’s new Global Report on freedom of association. During the last 10 years, the ILO has achieved a 50% increase in ratifications of its eight fundamental Conventions on forced labour, child labour, discrimination, and freedom of association and collective bargaining, bringing universal ratification within reach.

The Committee expressed its profound concern at the forced labour situation in Myanmar, as reflected in the observation of the Committee of Experts. It concluded that none of the recommendations of the Commission of Inquiry had yet been implemented, and that forced labour continued to be widespread, including the recruitment of children into the armed forces.

The Committee also stressed the need to allow all citizens of Myanmar to fully exercise their civil rights and called on the Government to immediately end the detention of Daw Aung San Su Kyi.

In the case of Zimbabwe, which refers to serious allegations of the violation of basic liberties, including the quasi-systematic arrest and detention of trade unionists following their participation in public demonstrations, the Committee deeply deplored the persistent obstructionist attitude demonstrated by the Government through its refusal to come before it in two consecutive years.

WORLD HEALTH ORGANIZATION

61st World Health Assembly

The 61st World Health Assembly (Geneva, May 2008), which comprised a record of participants from 190 nations, set the WHO on a course to tackle longstanding, new and looming threats to global public health. Among its achievements, the Health Assembly produced a public health breakthrough by providing a platform for removing barriers and using innovative methods to encourage research, development and access to medicines for the common diseases of the developing world.

The Assembly endorsed a six-year action plan to tackle what are now the leading threats to human health: non communicable diseases. These diseases – particularly cardiovascular diseases, diabetes, cancers and chronic respiratory diseases – caused 60% of all deaths globally in 2005 (estimated at 35 million deaths). Low- and middle-income countries are the worst affected by these diseases which are largely preventable by modifying four common risk factors: tobacco use, unhealthy diet, physical inactivity and harmful use of alcohol.

The Assembly also requested WHO and urged Ministries of Health to take action to protect health from climate change. The Assembly's actions were not limited to new challenges. Delegates also reaffirmed their commitments to eradicating polio and preparing for an influenza pandemic. Other actions included: female genital mutilation (fgm): global immunization strategy: and migrant health.

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION

Food Summit calls for more investment in agriculture ; Civil society groups demand 'respect for small-scale farmers'

The Summit on soaring food prices, convened last June by the Food and Agriculture Organization (FAO), concluded with the adoption by acclamation of a Declaration calling on the international community to increase assistance for developing countries, in particular the least developed countries and those that are most negatively affected by high food prices.

"There is an urgent need to help developing countries and countries in transition expand agriculture and food production, and to increase investment in agriculture, agribusiness and rural development, from both public and private sources", according to the Declaration.

At the 'Forum Terra Preta', more than 100 organizations – coming from 5 continents – participated in what was a civil society forum organized in parallel with the FAO Summit. This Forum proposed what it called a different, sustainable way of addressing persisting ecological and food crises and climate change and forge solutions that strengthen our capacities, recognize women's centrality in food production, protect our ecologies, and reclaim communities, societies and economies and demanded respect for small-scale farmers from the world community.



NEWS OF THE FEDERATION

37th session of the FAFICS Council Rome 2-8 July 2008

The 37th session Council of the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) was held at FAO Headquarters from 2 to 8 July.

Much of the work of the Council was spent in preparation for the Pension Board and the mandate to be given to the FAFICS representatives on the Board. A report on the Board is contained in this edition of the Bulletin and, in order to avoid duplication, this note will focus on issues which were not taken up at the Pension Board.

The Council session was preceded by meetings of the Working Group on (a) Rules of Procedure and (b) After-Service Health Insurance and Long-Term Care.

Applications for membership

Two new associations were admitted to membership of FAFICS: IAFICS-Israel and IGFICS-Myanmar - thus bringing the total number of member associations to 42.

Pension adjustment system

The attention of the Council was drawn to repeated delays in a number of countries in granting the annual cost-of-living adjustment normally due on 1 April, because of the inability of the UN Statistical Office to obtain on time the data required – although they are easily available on the Internet and through other means. The Council was also informed about the difficulties encountered in Argentina on account of highly unreliable statistics and in Colombia as a result of constant fall in the value of the US dollar. It was decided to bring these problems to the attention of the CEO on the occasion of his meeting with the Council.

Situation of the former UNJSPF participants from the former USSR, Ukrainian SSR and Byelorussian SSR

The Council noted with deep regret that no improvements had been registered in the situation of former participants from the former USSR, Ukrainian SSR and Byelorussian SSR. It decided to continue the practice of drawing regularly the attention of the Board to this issue and to submit an information note on this subject.

Meeting with the Secretary/CEO of the Fund

The Council met on 8 July with the Secretary/CEO and several of his associates. A summary of the questions raised in the course of the discussion and the responses thereto will be made published later.

Adoption of the Rules of Procedure

After a lengthy discussion both in the Working Group and in the plenary the Council adopted Rules of Procedure which entered into force on 9 July 2008.

The Rules provide, inter-alia, the criteria for membership of FAFICS, time limits for the issuance of Council agendas, the introduction of the function of Presiding Officer for Council sessions, procedures for the election of Officers (and time limitation for the President and the Vice-Presidents)

After-service Health Insurance and Long Term Care

The Council reviewed and adopted an advocacy statement on long-term care (prepared by AAFI-AFICS Geneva). It will be sent to member associations as well as to the CEB and staff bodies. The statement reaffirms the importance of cost- and care-effective long term care benefits – including care in the home – and rejects any differentiation of benefits by income level.

The Council also endorsed the usefulness of the database detailing the different elements of Organizations' health insurance schemes and the measures proposed by the Working Group to keep it regularly updated.

FAFICS activities as an NGO in consultative status with ECOSOC and advocacy of the ideals and work of the UN system

The Council took note with appreciation of the reports submitted to it on the meetings of CONGO and of the quadrennial report of FAFICS to the ECOSOC Committee on NGOs.

Advocacy was an area in which FAFICS could play a major role. It was suggested that AFICS-New York might consider assuming a lead role in collecting information on the activities of member associations and preparing a report thereon for the next session of the Council.

The Council decided that FAFICS should retain its membership in CONGO and continue its action in this body.

Administrative and financial questions

The Council approved the accounts and the auditors' report for 2007 and took note of the interim report on the implementation of the budget for 2008. It also adopted the budget for 2009. The rate of contributions was increased from US\$ 1.25 to US\$ 1.35 per individual member. In spite of this increase the budget as approved still shows a deficit. It was suggested that future budgets should be balanced, even if this entails a further increase in the rate of contributions.



PENSIONS

UNJSPF GENEVA

The Secretary/CEO of the United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF) has announced the nomination of Alan Blythe as the Chief of the Geneva Office of the UNJSPF with effect from 1st August 2008

Alan Blythe was born in the UK where he qualified as an accountant after University. He has some 25 years experience in accounting. He began his international career in CERN in Geneva in 1988. He was Head of Financial Services of the CERN Pension Fund from 1992 to 2002 when he was recruited by the UNJSPF to join their New York Office as Chief of Financial Services. He was recently promoted to Chief of Operations of the UNJSPF in New York.

He expresses delight at having being given the opportunity of becoming the Head of the Geneva Office of the UNJSPF and looks forward to returning to the Geneva area with his wife and two children who were both born in Geneva.

The Committee wishes all success to Mr Blythe and looks forward to working with him.

NOTES FROM THE 55th SESSION OF THE UN JOINT STAFF PENSION BOARD (Rome, 10-18 July 2008)

Background data

As at 31 December 2007, there were 106,566 active participants and 58,084 beneficiaries in the Fund - increases of 8.3 and 2.4 per cent over 31 December 2006 respectively.

As at the same date, the market value of the Fund's assets was US\$41.381 billion, an increase of some 14 per cent over 31 December 2006 and 31.7 per cent over 31 December 2005.

1. Investments

Ten documents were presented to the Board on Investments, the vast majority for "observations and suggestions" by the Board rather than any decision. Two are worthy of mention.

JSPB/55/R.11 Report by the Representative of the SG on investments.

The Representative of the SG (RSG) reports that "the indexation of the North American equities, endorsed by the Board in July 2006 ... has been deferred due to the experience in 2007 of declining markets where the focus of the Investment Management Service (IMS) has been on the preservation of capital".

The crisis is over; there appears to be no enthusiasm for pursuing the decision in the foreseeable future. At the same time there is a worrying statement in the report: "The IMS is currently reviewing the proportion of each portfolio which should be allocated to indexation strategies". In the Board, the Director of the IMS argued that indexation was a prudent way to manage money and that it would be practical to index up to say 20% of each portfolio. "Moving an indexed portion of a portfolio is swifter, more liquid and less costly", she said.

Others argue that having abandoned the indexation of the North American portfolio, there should be no haste in jumping into other areas of indexation. Active management had done an excellent job.

Emphasis was laid on the tactical rather than strategic nature of using indexation to balance the Fund (I guess tactical meant practical). The Chairman of the Board considered that flexibility should be granted to the RSG and the Director of the IMS on a limited basis to balance a small percentage of each portfolio.

The RSG confirmed that no decision was being sought from the Board, not least because indexation was very resource intensive. The IMS was looking into this and if there were to be any significant change, he would come back to the Board.

JSPB/55/R.13 Study regarding the introduction of alternative asset classes

On the basis of a survey by Mercers, the Director of IMS proposed to expand the areas of investment (alternative asset classes) to include private equity, hedge funds and infrastructure (timberland and farmland) up to a maximum of 18% of the total assets allocation.

All the groups expressed concern at moving quickly into such new areas.

However, the members of the Investment Committee supported the proposals and explained that it was important to look into new asset classes to balance the portfolio. These were well known types of investment used by lots of companies managing pension funds.

The Chairman concluded that the Board should make the following observations and suggestions to the RSG:

"any undertakings to invest (...) into alternative asset class allocations (...) should be done judiciously, incrementally and in a carefully calibrated fashion upon regular consultation with the Investments Committee;

"the Board considers that the alternative asset class allocations recommended by Mercer, of as much as 18% of the Fund's overall investment portfolio, are overly ambitious, and the Board recommends that such proposed allocations for alternative investment classes should be reconsidered in view of the incremental approach suggested above;

"the IMS should develop specific proposals for the Board's 56th session setting forth the resources that are expected to be needed;

"the RSG should continue to regularly advise the Board about any efforts to invest any of the Fund's portfolio in any alternative investment classes."

2. Actuarial matters

The good news is that the 29th actuarial valuation of the Fund as of 31 December 2007 is again positive at 0.49 per cent of pensionable remuneration.

This is the sixth positive valuation over the 12-year period since 1995.

This result is the more remarkable as the evaluation ending in 2007 took into account the adoption of new (2007) Mortality Tables - which strengthened the forecast of longevity and narrowed the gap between male and female longevity - and which had an effect on the actuarial valuation amounting to (a cost of) 1.82 per cent of pensionable remuneration.

(On the basis of this positive evaluation, the FAFICS Council decided to pursue forcefully the elimination of the remaining part (0.5%) of the initial CPI reduction of 1.5 % due after retirement as a matter of principle. This will be discussed under section 4).

The Board also took note of the actuarial assessments on the emerging costs of the modifications to the two track features of the pension adjustment system and decided that no changes needed to be made either as regards the rate of contribution or the current parameters of the "Washington formula" and of the cap provision.

3. Study on the impact of currency fluctuations on UNJSPF pension benefits

The issue of most concern to a large number of Executive Head and Participants representatives was that of the impact of currency fluctuations on local track benefits payable to Professional staff and in particular of those about to retire.

Two solutions were on the table: (a) the possibility of using 120 month average exchange rates (instead of 36 months) suggested by the Secretary/CEO and (b) that of using the best 36 months over the past 5 years of the participant's participation in the Fund proposed by the FAO/WFP Staff Pension Committee.

Among the data provided by the Secretariat were the local currency track amounts of full periodic benefits expressed as income replacement ratios for December 2001, 2004 and 2007 (based on a formula for establishing income replacement created by ICSC in 1986). These revealed that, whilst the income replacement ratios in New York remained constant at 60.4% over time, those in currencies other than the US dollar had varied considerably from as high as 81.8% in Euro in Rome in 2001 and had fallen below the US dollar level in francs in Switzerland and pounds in the United Kingdom in December 2007.

Some considered these ratios to be an "aberration"; they were concerned at the perception of inequity which befell pensioners as a result of the date of their separation.

The Secretariat also placed emphasis on the likely triggering of the COLD factor in the UK and Switzerland in the very near future.

The issue was the subject of extensive negotiations between the three groups. It was described as "the issue" of the current Board session.

The Participants group urged that the 120 month solution should be introduced on 1 January 2009. The Executive Heads representatives recognised the problem but were concerned for the unknown consequences of the 120 month solution in all countries of the world, but wanted the Board to indicate clearly that it was going to take action. To this end the Secretariat should present options by March 2009 so that a decision could be taken at the next Board session. The Governing Bodies felt that the income replacement ratio concerns were beginning to stabilize but that these should continue to be monitored closely. They also felt that the picture was incomplete in terms of the implications of the introduction of the 120 month average exchange rate.

The various views expressed, largely divergent, were recorded in the report. The Board decided that the Secretariat should continue, in cooperation with the actuaries, to monitor the impact of and emerging costs associated with currency fluctuations and report to the Staff Pension Committees every three months, the first report including the impact of any recent adjustments resulting from the COLD factor. The Secretariat will include in such reports results of further studies on the impact of currency fluctuations on other currencies, fairly representing all regions of the world as well as impacts on Professional and General Service staff. A report on "concrete, workable and sustainable solutions to mitigate the impact of currency fluctuations at a cost compatible with actuarial results" will be presented by 31 March 2009, together with proposals for immediate action as from 1 January 2010, should a need for such action emerge, to be proposed to the General Assembly at its 64th session.

4. 2002 Pension Board recommendations on benefit provisions

The Secretary/CEO suggested that "in the light of the consistently positive actuarial results, the Board is requested to decide whether it wished to recommend that the General Assembly approve, for implementation the 2002 recommendations concerning the elimination of the remaining 0.5 per cent reduction in the first consumer price index adjustment due after retirement and cost-of-living adjustments applicable for deferred retirement benefits as from age 50".

The total estimated actuarial cost was 0.15 per cent of PR for the restitution of the 0.5 reduction and 0.36 per cent of PR for the deferred retirement benefits as from age 50.

The debate focused on whether or not the actuarial surplus was of sufficient size to warrant the implementation of one or both measures.

It was also noted that there were actual cost implications for the implementation of the measures amounting to US\$ 579,700 for redesigning the systems and carrying out the required testing of such changes.

FAFICS presented a strong case for the restitution of the 0.5 per cent reduction and was also supported by the representatives of the Executive Heads and of the participants. However, representatives of Governing Bodies were adamant in refusing this proposal, considering that the actuarial surplus was not sufficient to allow any benefit enhancements this year.

After some discussion the report simply noted that "given the importance of the matter the Board decided to keep this item as a priority on its agenda".

5. Working Group on Plan Design

The Board decided to establish a working group on plan design to:

- a. assess the major developments to be taken into account in defining the future needs of the Fund;
- b. examine the remaining economy measures adopted since 1983 but not yet addressed, as well as any additional measures that have been under recent consideration by the Board and/or that may arise from the above mentioned assessment;
- c. formulate and prioritize proposals to meet the future long-term needs of the Fund and its constituent groups.

The Working Group will be composed of three representatives of each of the constituent groups in the Board and three representatives of FAFICS. It will report to the Board in 2010, with an interim report in 2009.

6. Administrative Matters

Two issues are of relevance in terms of the needs of retirees and the importance of ensuring a quality service from the Fund secretariat both in terms of human responses and computer services.

It was in this context that FAFICS made statements in respect (a) of the overall review of the UNJSPF and IMS staffing and organizational structure and (b) the proposed Enterprise Resource Planning (computer) System (ERP) which is to be built by the Fund, emphasizing the importance of hiring staff who were sensitive to the special needs of retirees and beneficiaries as well as active participants and the importance of appropriate testing of any new computer system.

7. Status report on the Emergency Fund

FAFICS took the floor to express the hope that attention would be paid to encouraging a more flexible approach to granting awards from the Fund and in this connection hoped that the new booklet would receive wide distribution, especially to those who did not have access or the skills to access the Pension Fund website.

Concern was expressed about the time taken to review the cases which were by their very nature "emergencies".

8. Study on small pensions and bank charges

The Pension Fund secretariat expressed concern for those cases where bank charges were levied on small pensions. The secretariat also reported on the helpful discussions held on the subject in the FAFICS Council.

On the subject of excessive bank charges, FAFICS proposed that a mixed package of solutions be investigated by the secretariat, especially in the case of small pensions. These included the exploration of using Organizations (e.g. UNDP, WFP, UNHCR and UNICEF) for transferring pension payments to countries where bank charges were prohibitive. Where no solution was forthcoming, FAFICS considered that the Fund should meet bank charges. The FAFICS proposal was supported by the Participants group, but the Executive Heads and the Governing Bodies groups upheld the Secretariat position that the Fund could not be responsible for bank charges.

The mood, however, was very sensitive to the needs of those facing excessive charges, and there was a general view that the Secretariat should be proactive in finding solutions.

The question of small pensions was essentially not discussed, beyond the reference in the Secretariat document which reflected the decision of the Board in 2007 that the current provisions for the adjustment of small pensions should be considered at the completion of the next comprehensive review of pensionable remuneration.

9. Benefit provisions in respect of family or former family members

In addition to a note by the Secretary/CEO (JSPB/55/R.41) the FAFICS position was presented in a Conference Room Paper in which FAFICS proposed the reduction of the marriage period in Article 35bis paragraph (b) (i) from 10 years to 5 years. To this was appended the document presented to the Board in 2006 but not discussed because of time constraints.

There was no support for FAFICS long-standing proposal that Article 35bis should apply in cases when the divorce (and not the separation from service, as is the case of the text of this Article originally approved in 1998) took place on or after 1 April 1999.

The Board approved, for submission to the General Assembly, the proposals of the Secretary/CEO (originally made by FAFICS) to eliminate the "remarriage penalty" in Article 35bis paragraph (b) (ii) and to modify the conditions required by Article 35bis paragraph (b) (v), replacing the negative proof required by that text, very difficult to administer, by a much simpler and easier to apply provision reading "evidence is provided that a divorce settlement does not have an express renouncement to UNJSPF pension benefit entitlements".

Considerable sympathy was expressed for the FAFICS proposal on the reduction of the marriage period in Article 35bis paragraph (b) (i) from 10 years to 5 years. The Board requested the Secretariat to submit to its next session in 2009 an appropriate text.

10. Next session of the Board

The next session of the Board will be hosted by the United Nations, not in New York as originally planned (as there will be major construction work at the UN Headquarters) but, most likely in Geneva. The dates proposed are 13 to 17 July 2009.

Roger Eggleston



HEALTH

UNSMIS

The report on the 68th annual General Assembly of AAFI-AFICS, published in *Bulletin Vol. 67, N° 3*, June 2008, records the interventions and preoccupations of the participants. As in previous years, there was a discussion on matters of health and the insurance schemes of the different Organizations.

Paragraph 4.29 reports the criticism of two participants on the functioning of the UN Staff Mutual Insurance Society (UNSMIS).

Difficulties had arisen towards the end of 2007 in contacting the offices by telephone, due to reduced staffing on the reception desk as a result of some vacant posts. This problem has not only been solved but the situation has improved, as it has been possible to assign extra resources to both the physical and telephone reception of members.

On average, the SMIS receives 300 reimbursement claims per day, an increase of 35% since 2004, which are normally dealt with within two or three weeks. This deadline was set by the Executive Committee after review on how to improve the follow-up to reimbursement claims and to respond as efficiently as possible to the demands of its members. Furthermore, the SMIS has over the last three years established a system of follow-up to complaints received which has revealed a marked reduction in their number.

However, despite the improvements achieved in making reimbursements and in the follow-up action, some members may still have cause for complaint. One reason might be that the Internal Rules are amended constantly in line with the progress in medical science so that not all types of treatment and pharmaceutical products are reimbursed by the SMIS. These refusals can generate discontent.

It is essential to listen to such criticism with the aim of improving a service that is so important in our everyday lives. In fact, it is recognized that the work of the staff of the SMIS is excellent.

In my capacity as representative of the retirees on the Executive Committee, I wished to write these few lines of explanation to enhance mutual understanding.

Pierre Vangeleyn

CALORIE RESTRICTION: EAT LESS TO LIVE LONGER

The article which follows is taken from "Le Guide des 50 ans et plus" - Editions L.Mancassola, Lausanne and is published with the kind authorisation of Professor Jacques Proust, Medical Director of the Centre for the Prevention of Ageing of the Genolier Clinic (Vaud)

New York City, 1934. Researchers succeed in lengthening the lifespan of laboratory rats; the method used is, to say the least, mundane: restricting their calorie intake. "Calorie restriction" is born and, with it, the hope of being able to extend human life by a similar method. Today the molecular mechanisms involved are increasingly well understood, and substances mimicking the beneficial effects of calorie restriction are already being identified. Tomorrow's youth pill may well be in the pipeline.

Of mice and men

Calorie restriction consists in limiting the calories provided in the diet to the essential minimum, while preventing vitamin and trace-element deficiencies by appropriate supplementation. It is the only procedure described to date whereby maximum lifespan can be lengthened with a concomitant improvement in general health. These beneficial effects have been confirmed by laboratory studies on a great many species, from grasshoppers to mammals. Thus, a 30% reduction in the calories supplied to laboratory rats leads to a 30% increase in the longevity. Rosy vistas!

In the light of these promising results, similar studies were initiated in the late 1980s on primates. The normal lifespan of the 200 monkeys studied being about 30 years, it is still too early to state positively whether this regimen increases their life expectancy. However, the mid-term results suggest that the primates subjected to calorie restriction are more alert and in better health than members of the same species fed normally. Thus, most of the biological markers of aging (production of free radicals of oxygen, maintenance and repair activities, or glycoxidative damage) plus also the indicators of health status (blood pressure, fat mass, blood sugar, blood insulin, blood triglycerides etc.) and the frequency of certain pathologies (cancer, cardiovascular disease, etc.) are favourably influenced by this regimen.

In all probability, calorie restriction would also be beneficial to humans, but for ethical and practical reasons its effects have not yet been studied. Only a few sporadic observations point to a positive effect of low-calorie regimens on human longevity. For instance, the exceptionally long lifespans of the inhabitants of the Japanese island of Okinawa have been ascribed to the particularly low calorie content of their diet.

Understand, then imitate

Whereas research on aging remained for a long time on the back burner, we are now seeing an explosion in this area. The latest advances include, it is thought, partial elucidation of the mechanisms linking diet with longevity. Recent findings indicate that the positive effect of calorie restriction on longevity might be due in part to activation of the sirtuins, a family of genes that regulate the mechanisms of survival and of resistance to all forms of stress.

It seems hard to imagine that humans could submit all through their lives to a draconian low-calorie regimen, even to increase their life expectancy. On the other hand, understanding of the mechanisms involved is today making it possible to isolate compounds reproducing the beneficial effects of calorie restriction. Resveratrol, extracted from the skin of red grapes, is one of the most promising candidates. Administered to mice, it activates the sirtuins and thus increases their longevity while improving their health status. There is then no need to control their diet: the beneficial effects of resveratrol persist even when the mice are overfed. We have here results of major interest obtained in experimental conditions that seem altogether more adaptable to human nature than the prospect of a protracted lifetime of restrictions.

It is still too early to know whether resveratrol or a similar molecule will be the 21st century's Fountain of Youth, but what belonged yesterday to the realm of science fiction is perhaps now becoming reality.

*Article by Alexandre Balaphas, Romain Bétend, Marie-Charlotte Brueggen, Aude Chenu, Pierre Cosson, Priscilla Soulié, Pr. Jacques Proust.
Centre médical universitaire, Faculté de médecine, University of Geneva..*

Translated by John Fraser

THE BEST PLACES TO BE "OLD" IN FRANCE

The Seminar organized by AAFI-AFICS on Long Term Care provided us with some surprising information. The statistics on Western Switzerland (Geneva and Vaud) showed that there were quite a number of retirement homes in these two cantons whereas there were relatively few in the surrounding area of France (Ain and Haute-Savoie) although the number of UN system retirees is significant in both areas.

Whilst trying to find out more from INSEE - the French National Statistical Institute, by happy coincidence, we found that two studies on the quality of life in France had recently been published in *L'Express*⁸, which contained information on the 96 "Départements" in which "seniors" lived better. Here is a summary of their findings with special reference to Ain and Haute-Savoie.

Under the heading "Where the elderly live best in France?", the studies took account of the quality of life, the extent to which the public sector welcomed older people, the medical facilities and the state of health of the inhabitants of each "Département". The three "best" were Lozère - happiness is surely the reason, l'Ille-et-Vilaine in the heart of Brittany which actively encourages the care of the elderly in their homes, and Maine-et-Loire - the soft Angevin - where residential care and care in the home is both effective and innovative. And where did Ain and Haute-Savoie come? 60th and 67th respectively!

For quality of life alone, the best "départements" are in the South: Hautes-Alpes, la Corrèze and l'Aveyron: those in the North following: Pas-de-Calais, Oise and Aisne. Haute-Savoie and Ain figured more modestly in 46th and 58th place out of the 96, notwithstanding the reputation of our mountains!

But as for health, *L'Express* makes clear that "France which boasts about its healthcare system and its passion for equality, is a European champion in disparity in medical treatment".

⁸ L'Express No 2943 of 22 November 2007 and 2972 of 19 June 2008

As for social action - where the efforts of the 96 Conseils généraux of metropolitan France are measured in terms of the facilities for welcoming the elderly, the result for Haute-Savoie is poor (83rd place); Ain does better (36th place). The action of the CLIC in the Pays de Gex has no doubt helped Ain, but there is still a shortage in the financial resources necessary to assure that there are enough retiree homes. If you are looking for a good retirement home or a French EMS, head for Lozère, first equal with Seine-Maritime and Ardèche, and avoid Pyrénées-Orientales, bottom of the list, Alpes-Maritimes (95th) and even Corse du Nord (92nd) and Var (87th) unless of course you can afford the "luxury" homes which proliferate there.

In terms of medical facilities (number of doctors in respect of those over 60, beds in care homes or nursing care for those in their own homes for the over 75's) our colleagues having retired in Somme, Hautes-Alpes and Côte d'Or are the best off, but the results for Haute-Savoie (24th) and Ain (46th) are still respectable.

But not only medical facilities count in our day to day life. The availability of leisure activities (theatre, cinemas, music) have also to be taken into account. Here again Haute-Savoie (42nd) and Ain (66th) do not lead by example. No doubt Paris, Nantes, Grenoble, Lyon, Rouen and Bordeaux are the cultural beacons and sweep the board before all others, but "our" "Départements" could do better, in spite of the competition from International Geneva.

Nevertheless our "France voisine" can take comfort in its baccalauréat results. Haute-Savoie is second out of 96, behind Finistère and ahead of Mayenne and Ain is honourably 19th. Not a surprise, I hear you saying, each generation of children and grandchildren of former international civil servants can only improve the overall level of our "Départements"... Elementary, my dear Watson!



**Communication from
Provident and Insurance Group
of International Officials (GPAFI)**

Since the beginning of year 2008, the age limit for admission to the complementary health insurance has been raised from 55 to 65.

This measure, adopted by a large number of health insurance companies, takes into account the global population health improvement due to risks prevention and evolution of medical techniques as well as increase in life expectancy.

So, retired international civil servants and their family members have henceforth the possibility to apply up to the age of 65. The admission to the complementary health insurance is submitted to a health questionnaire.

We would like to call remind you the main advantages of this insurance:

- Reimbursement of the following expenses: part of the expenses for outpatient treatment supported by you (generally 20% of doctors' fees, pharmaceuticals, laboratory analyses and tests, etc.), hospitalization in a private room, treatment of natural medicine, medical preventive care, search and rescue operation as well as other numerous benefits.
- Access to the following services: assistance in case of emergencies abroad including if necessary repatriation, advice from a doctor by telephone 24h, 7/7, second medical opinion by a specialist in the event of a surgical operation and legal protection for patients.
- Stable and attractive premiums thanks to a large number of insured persons.
- Rapid reimbursement of the expenses.
- Quality service provided by a competent and available team.

More information can be obtained by consulting the website www.gpafi.com , by email gpafi@unog.ch or in GPAFI, Office C.419, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10, tel. +41 (0)22 917 26 20 or 39 46 (open Monday to Friday, from 10 a.m. to 12 a.m. and 2 p.m. to 4 p.m.).



HUMANITARIAN ASSISTANCE VS. NATIONAL SOVEREIGNTY : THE “RESPONSIBILITY TO PROTECT”

Old and new debates on humanitarian assistance have focused on governments' duty to give succour to their own citizens victims of wars or of natural disasters, on the victims' right to be helped, on the right or duty of other States and organizations to assist the victims.

In September 2005, the UN General Assembly approved a “Responsibility to protect populations from genocide, war crimes, ethnic cleansing and crimes against humanity”, shortened as R2P in UN jargon. The cyclone which hit Burma (renamed Myanmar in 1989) in May 2008 raised sharp controversies as to whether R2P should extend to natural disasters, and whether it meant using force to deliver humanitarian assistance to a population against the will of the government of the country victim of a natural disaster.

The Burma disaster

A tropical cyclone (cyclone Nargis) hit Burma on 4 May 2008. The Irrawaddy and four other regions including Rangoon, were declared disaster areas. Current estimates of casualties are 78,000 dead and 56,000 missing. Both the UN and the International Red Cross said that between 1.6 million and 2.5 million people were in urgent need of food, water and shelter. UN Secretary-General Ban Ki-moon said that “unless more aid gets into the country – very quickly – we face an outbreak of infectious diseases that could dwarf to-day's crisis”.

International media and Western governments laid the blame on the Burmese junta for blocking or slowing international aid. The military rulers worried that humanitarian assistance would serve as a camouflage for regime change and that aid workers from Western countries were a “fifth column”. Even the regime's opponents were suspicious, believing that any aid would further entrench the status quo.

A French initiative rebuffed

On 7 May, the French foreign minister, Bernard Kouchner, said that the UN should invoke its “responsibility to protect” civilians as a basis for a resolution to force delivery of aid to Burma, even if over the objection of its military government. He proposed that the Security Council pass a resolution which “authorizes the delivery [of international humanitarian aid] and imposes this on the Burmese government”. The US and the UK supported the French request but only for an information meeting on humanitarian aid to Burma. Russia, China, with the support of South Africa, Libya and Vietnam, categorically rejected the claim that the Burma question be even discussed by the Security Council, responsible for international peace and security and not, for them for humanitarian questions.

In a press conference held in New York on 7 May, John Holmes, Emergency Relief Coordinator of the UN and Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, said in response to a correspondent's question on the suggestion that the UN should invoke the “right to protect” to force the government to accept international assistance, that he did not think that it would help to embark on an apparent confrontational path.

In a meeting in Brussels held on 13 May, the European ministers in charge of development did not accept the French proposal to apply the R2P notion to the situation of the victims in Burma. Rather than threatening the government, it would be preferable to reassure Burma by insisting on the humanitarian nature of their request for free access for the aid workers.

Another hostile reaction came initially from Gareth Evans, former foreign minister of Australia and now President, International Crisis Group. He reflected the views from the UK and senior UN officials that such an “incendiary” approach would be wholly counterproductive in winning any still-possible cooperation from the Burmese generals. Humanitarian relief organizations felt that as a practical matter any effort to drop supplies by air or from ships without an effective supporting relief on the ground would be hopelessly inefficient, and possibly even dangerous if medical supplies were misused. Also, the R2P concept is about protecting

vulnerable populations from “genocide, war crimes, ethnic cleansing and crimes against humanity”, and not about natural disasters. Some feared that the extension of the R2P concept to humanitarian crises might damage the world consensus obtained in approving its more focused target.

Bernard Kouchner’s original position was however that the blocking of aid by the Burmese leaders could be characterized as a “crime against humanity”, where R2P would apply.

Following international pressures from donor nations and organizations, and more discreet counsel from China and from the Association of South-East Asian Nations, Ban Ki-moon announced on 23 May in Burma’s capital a welcome breakthrough: Burma’s Senior General Than Shwe had finally agreed to allow international aid workers, regardless of their nationality, into the areas most affected by Cyclone Nargis. It seemed at first that the “soft approach” had worked, but the belated agreement was not respected by the Burmese rulers.

The origins of R2P

Already in 1988, Bernard Kouchner, founder of Médecins Sans Frontières (MSF), then Secretary of State for Humanitarian Affairs, submitted to the UN General Assembly a draft resolution on “Humanitarian assistance to victims of natural disasters and emergency situations”. His intention was to establish internationally the human right of victims to receive assistance, the duty of intergovernmental organizations (IGOs) and NGOs to provide such assistance, and the obligation of recipient governments to facilitate the access of relief workers to the victims. Meeting with strong opposition, the resolution finally adopted reaffirmed the sovereignty of countries affected by natural disasters, declaring that they had the primary role in the initiation, organization, coordination and implementation of humanitarian assistance within their respective territories. It recalled that providers of such assistance should work with strictly humanitarian motives, and respect the principles of humanity, neutrality and impartiality (those of the Red Cross).⁹

The International Commission on Intervention and State Responsibility (ICISS) - created by the Canadian government in 2000, published in December 2001 a report on “The Responsibility to Protect”, which introduced this new concept. The report describes the responsibility of the international community as one of preventing, reacting, and rebuilding, by using a range of tools to prevent latent threats from becoming imminent and to prevent imminent threats from becoming reality. The report proposed the following precautionary principles that must be considered if preventive efforts fail and if military force is needed to avert or halt the large-scale of loss of life or large-scale ethnic cleansing:

- seriousness of the threat
- right intention (averting or halting human suffering)
- last resort
- proportional means
- reasonable prospects of success

These criteria were designed to serve as indicators to guide the Security Council when deciding whether to intervene. The report usefully added that if the Security Council failed to take action, the General Assembly or regional organizations could be alternative sources of authority. Neither the indicators nor this alternative were included in the Outcome Resolution.

The “R2P” resolution

In September 2005, Heads of State and Government adopted a Resolution on the “2005 World Summit Outcome” which included, in part, a “Responsibility to protect populations from genocide, war crimes, ethnic cleansing and crimes against humanity”.¹⁰ This responsibility was assigned first to “each individual State”, and, secondly, to “the international community, through the United Nations ... to use appropriate diplomatic, humanitarian and other peaceful means, in accordance with Chapters VI and VIII of the Charter, to help protect populations” from these crimes.

⁹ A/RES/43/131, 8 December 1988.

¹⁰ UN General Assembly resolution 60/1 of 24 October 2005, paras. 138-139, confirmed by the Security Council in Resolution 1674 (2006) of 28 April 2006. Chapter VI of the UN Charter concerns “Pacific settlement of disputes” and Chapter VIII “Regional Arrangements”.

The novelty was then a reference to the use of force under Chapter VII: should peaceful means be inadequate and national authorities manifestly failing in their duty of protection, Heads of State and Governments were “prepared to take collective action, in a timely and decisive manner, through the Security Council, in accordance with the Charter, including Chapter VII, on a case-by-case basis and in cooperation with relevant regional organizations ...”.

Recourse to force by collective action could thus only be considered if national authorities – the likely authors of the crimes – were failing in their duty of protection, and such decision could only be taken by the Security Council, where any of the five permanent Members could veto the decision.

The scope of this Responsibility was limited to the cited crimes. It did not refer to possible failings of humanitarian assistance and its consequences on populations.

The Charter affirms in Article 2.7 that the UN is not authorized to intervene in matters which are essentially within the domestic jurisdiction of any State. The only exception is the authority given to the Security Council to use force under Chapter VII in order to maintain or restore “international peace and security”, While the Council has approved resolutions in the past which seemed to go beyond this criterion – for instance, when the Council created international criminal tribunals – the possible use of force in order to protect populations from the cited crimes is a considerable conceptual innovation.

Recent crises

A resolution of the Security Council adopted on 31 August 2006 expanding the mandate of the UN Mission in Sudan includes a reference to the relevant paragraphs in the Summit World Summit Outcome document, i.e. to R2P, and authorized the Mission to use force under Chapter VII of the Charter.¹¹

Without reference to R2P, on 6 February 2008, a Presidential statement of the Security Council “deeply concerned about the Kenya crisis” welcomed the progress of negotiations overseen by Kofi Annan, - which ended successfully by an power-sharing agreement. The statement referred to the role of the African Union, the President of Ghana, the UN Secretary-General and the Panel of Eminent African personalities led by Annan. Pressure by the US also helped in achieving the settlement. The Council said that the only solution to the crisis lied in dialogue, negotiation and compromise: no mention was made of a possible recourse to force.

The Security Council did not issue any resolution concerning the effects of cyclone Nargis and a possible intervention. As noted above, action was taken by Ban Ki-moon on a purely humanitarian basis.

In May 2008, a delegation of the UN Peacekeeping Commission went on a mission to Burundi to try to stop the renewed fighting between government and rebel forces. The creation of this Commission was strongly promoted by Kofi Annan and approved at the September 2005 Summit. It is to coordinate efforts at post-conflict peace building and facilitate dialogue among key actors: basically, to help countries recovering from war from sliding back into conflict.

Conclusion

R2P was born out of the failures of the UN and of governments to prevent or stop the genocides in Cambodia, Rwanda and the massacres and ethnic cleansing in the Former Yugoslavia. The concept usefully stresses the responsibility of states to protect their own citizens. International organizations, including the UN, have the responsibility to warn, to generate effective preventive strategy, to recommend whatever measures – economic, political, diplomatic, legal, security, or but only in the last resort, military – become necessary to stop mass atrocities occurring.

Will it work ? The hope is that the UN Security Council and/or regional organizations, and senior diplomats will take early prevention action in situations of mounting tensions, as was done by Kofi Annan in Kenya. Recourse to force under Chapter VII is unlikely to be used by the Security Council except in the direst circumstances which might result in an approval by the Council’s permanent members: other measures may serve as a warning and a dissuasion for dangerous tyrants.

¹¹ Res. 1706.

Periodical resolutions of the General Assembly on "International cooperation on humanitarian assistance in the field of natural disasters, from relief to development" only refer to the need for better cooperation and coordination, while leaving the primary responsibility to manage humanitarian assistance to the affected state. Future resolutions should mainly stress the responsibility of these states for the welfare of their own populations by facilitating access of international aid to the victims, and the responsibility of the international community to provide such aid.

Yves Beigbeder



OF CABBAGES AND KINGS

No Laughing Matter

When I was young, loud laughter in the presence of our elders was considered indecorous. Queen Victoria, we learnt, gave but a wan, Victorian sort of a smile when she was amused. When she was not amused, she said so.

Lord Chesterfield, that indefatigable letter writer of the 18th century, opined that *in my mind, there is nothing so illiberal and so ill bred as audible laughter.*

So, no chortling, chuckling, cachinnating; no grinning, giggling, guffawing, no scoffing, sniggering, snickering.

Even animals and birds were mocked for laughing. Thus the Spotted Hyena (*Crocuta crocuta*) was called the Laughing Hyena while the Australian Kookaburra (*Dacelo novaeguineae*) was dubbed the Laughing Jackass.

Well, did you know that laughter is now "in" and Lord Chesterfield has been laughed out of court?

My newspaper, *that still has been the father of good news*, as Claudius was wont to tell his friend Polonius, informs me: *Interest in laughing as a coping technique has become a global phenomenon.* Bravo, so laughter has also been globalised. *Settlers in the West Bank are using laughter to fight stress; the Pentagon has a laughing club for the families sent to Iraq.* Can there be any accolade higher than this? It certainly cannot just be laughed away.

Two very serious countries, Germany and South Korea, are top of the pops in the laughter league.

With Teutonic seriousness, the Germans report that Helmer Uber, Professor of Laughter, and no doubt a Herr Doktor, has founded a new chain of laughing schools. (Rather like McDonald's or Gucci). With these, Herr Uber will tackle the problems of "unemployment, dreary weather and a difficult history." His sessions have been described as *about 20 Germans, flapping their arms up and down and clucking hysterically like chickens.*

The Koreans, wrapped in Oriental inscrutability, are not far behind. As Kipling might have said, 'For East is East and West is West,/ And never the twain shall meet;...But there is neither east nor west, Border, nor Breed, nor Birth, When two laughing men come face to face, Though they come from the ends of the earth.'

After unsmiling centuries, Koreans need lessons to learn how to laugh, we are told.. In recreational classes offered by local governments and hospitals, instructors preach the healthful effects of hearty laughter. Hundreds of South Korean workers take their seats for an afternoon class. Within minutes, the students are

screaming with guffaws.” But the unsmiling centuries have not been wiped out with a few guffaws; laughter is also seen as a *business skill that is increasingly necessary as customers demand better service.*

“Laugh and the world laughs with you,” wrote Ella Wheeler Wilcox. “Weep, and you weep alone. For the sad earth must borrow its mirth, But has trouble enough of its own.” Do we laugh more when we are young? Louder, certainly, for it is “the loud laugh that speaks the vacant mind”, as Oliver Goldsmith wrote when he was growing old. Or as Byron put it, *Let us have wine and women, mirth and laughter, Sermons and soda-water the day after.* The laughter of the elderly is surely more serious business as Byron himself agreed: *Methinks the older that one grows, Inclines us more to laugh than scold, though laughter Leaves us doubly serious shortly after.*

Laughter is spreading across the world as fast as avian flu. The trouble is that so much comedy depends on language and so many communities are multilingual. How does the European Union pun in 23 languages? Do people living abroad find their sense of humour shrinking? Is it safer to avoid trying to be funny and crashing? Is it best to organize laughter groups in one’s own language?

Perhaps this explains the popularity of the English programme **Stand Up Brussels.** begun in 2002 and attracting Anglophones who *quickly learn that sarcasm and flippancy don’t transfer* and are afraid of losing their native sense of humour altogether.

But help is on the way. To set the balance right, an enterprising visionary has opened a “cry bar” in China. You can have a good cry for a moderate price; onions are provided free. The visionary realised that *Happiness is no laughing matter,* and that *We look before and after, / And pine for what is not; / And our sincerest laughter / With some pain is fraught.*

So, did you know that crying was “in” and the Chinese visionary had the last laugh?

1 August 2008.

Aamir Ali



HUMOUR

'Next Life', by Woody Allen

In my next life I want to live my life backwards.
You start out dead and get that out of the way.
Then you wake up in an old people's home feeling better every day.
You get kicked out for being too healthy, go collect your pension,
and then when you start work, you get a gold watch and a party on your
first day.
You work for 40 years until you're young enough to enjoy your retirement.
You party, drink alcohol, and are generally promiscuous, then you are
ready for high school.
You then go to primary school, you become a kid, you play.
You have no responsibilities, you become a baby until you are born.
And then you spend your last nine months floating in luxurious spa like conditions
with central heating and room service on tap, larger quarters every
day and then Voila!
You finish off as an orgasm!



BOOK REVIEW

Switzerland: how an Alpine pass became a country.

The original French version was published in 2006 under the title *L'histoire suisse en un clin d'oeil* by Editions Zoé and Le Temps. Indeed, the author contributes regularly on various topics to this newspaper and I always find her articles interesting.

Switzerland has recently been playing up an empathy between the Alps and Himalayas, no doubt alert to the potential of tourism from the prospering sub-continent, and the preface to the English version is by Brij Khindaria, an Indian writer living in Geneva.

The 'conclusion' leads the author to ponder about her country: "For the first time in its history, all its neighbours* are at peace. They are organizing a political and economic Union together. Conflicts of nationality have calmed down, religious struggles have shifted, and ideological disputes have run out of steam ... in a peaceful environment, how can [Switzerland] justify its identity as 'different', 'independent', 'neutral' — all those adjectives invented in times of war, domination or empire?"

Full marks to Mrs Besson for the excellent translation. Likewise, the quality of reproduction of numerous works of art, though greatly sized down, is amazingly high. Ideal if, like me, you often travel by train.

I think I have said enough to indicate my particularly favourable judgment on this little book.

Robin Perry

* Note: British spelling is the rule!

Switzerland: how an Alpine pass became a country. *By Joëlle Kuntz, translated by Rosemary Besson. 204pp, illustrated (colour and monochrome) 12 x 18cm. Historiator Editions, Carouge. Price: CHF28.50.*



LETTERS TO THE EDITOR

HYLKE G. HALBERTSMA

Hylke Halbertsma passed away on 9 June 2008 at the age of 90 years. Of Dutch nationality, he obtained his law degree from the University of Leiden. After briefly practicing law, he joined the Dutch Ministry of Transport, dealing with inland transport matters until the liberation of the southern part of Holland in the autumn of 1944. He happened to be visiting his parents in Eindhoven at the time, and this enabled him to join the Dutch armed forces as an officer and thus participate in the liberation of the rest of Holland, and assist in the transition from a military to a civilian government.

Shortly after the war, in 1947, Hylke joined the UN in New York as a member of the Transport and Communications Division and remained there until 1960. He was elected Chairman of the Staff Association's Executive Committee, a position he held for two years. Representing the staff on all matters of interest to it, he maintained close contact with senior staff in New York, in particular with the then Secretary-General Dag Hammarskjöld. Staff matters were dealt with in a flexible and informal way, which suited Hylke, and he later looked back on this period as one of the high points in his career.

In 1960, Hylke was transferred to the Economic Commission for Asia and the Far East (ECAFE) in Bangkok. This was a time when the boom in tourism had not yet started in Thailand and various parts of the country were not safe for traveling but this did not prevent Hylke from venturing far and wide by car, train, boat and even lorry. He kept his love of the country and its people for the rest of his life. Six years later, he left Bangkok for Geneva where he became Director of the Inland Transport Division of the Economic Commission for Europe until his retirement. Living in Switzerland, he developed a passion for hiking and his tall, loping figure became a familiar sight on the mountain paths of the Valais.

Hylke is survived by his widow, Susanna Li, whom he met in Bangkok and married after transferring from Bangkok to Geneva.

Among his former colleagues, many friends and acquaintances, Hylke was known as a faithful friend and a cordial and warm-hearted person. Even though he had firm views on many subjects, he was not argumentative. A conversation with Hylke was always an agreeable exchange. In his last years, assailed by numerous ailments, he still followed closely the lives of his friends and their families – and remembered everything. His friendship will be sorely missed.

Commugny, July 2008

Arie Groenendijk & Ian Hamilton



NOUVEAUX MEMBRES NEW MEMBERS

ABT Emile (UNECE)	Les Cyclades 4 – Anaphi FR-74160 Saint-Julien-en- Genevois	chezmilou@hotmail.com
ALLEN Colin F. # (UNOG)	Rue de la Dole 16 CH-1202 Genève	colinfallen@gmail.com
ALVAREZ DE MIRANDA Helene (UNOG)	Chemin de la Montagne 100 CH-1224 Chêne-Bougeries	0041 22 348 7810 alvarezdemiranda@yahoo.fr
AURENCHE Huong Lam # (UNICEF)	Chemin de Combette 2 CH-1234 Vessy	0041 22 342 1309
BAILEY Paul (ILO)	Route de Sauverny 3 CH-1290 Versoix	0041 22 755 2822 paul.bailey07@gmail.com
BENGUEREL Marie-Claude (WHO)	Route d'Aire-la-Ville 32 CH-1233 Bernes	0041 22 757 3649 mcrbemguerel@bluewin.ch
BENAZERAP Simone (ILO)	Chemin Attenville 3 CH-1218 Le Grand-Saconnex	0041 22 798 5612
BERNASCONI-COVER Sadie # (WHO)	Rue de Lausanne 115 CH-1202 Genève	0041 22 731 4116
BLANCHANDIN Linette # (UNECE)	9 chemin du Levant, Appt. 17 FR-01210 Ferney-Voltaire	
BLANQUER-CARBONELL Enriqueta # (ONUG)	Rue Benjamin-Franklin 6 CH-1201 Genève	0041 22 345 5802 eblanquercarbonell@hotmail.com
BOSSOTTO Alessandra (UNOG)	route de Prè-Marais 358 CH-1233 Bernex	0041 22 757 6917 abossotto@hotmail.com
BOUILLON Evelyn (UNICEF)	Chemin J.B. Vandelle 9 CH-1290 Versoix	0041 22 755 6814 erpbouillon@yahoo.fr
BRIX Andrew C. (UPU)	Jupiter-strasse 53/626 CH-3015 Berne	0041 31 941 0546 acbrix@hispeed.ch
BRÜLHART GARCIA-GILL Inés (WMO)	Chemin de la Fontaine 5 CH-1292 Chambéry	0041 22 758 1550 inesbrulhart@hotmail.com
CARMINATI Dario # (UNHCR)	CP 55, CH-1882 Gryon	0041 24 498 1218 dario@dariocarminati.org
COECKELBERGS Yolande (WIPO)	Chemin des Crêts-de-Pregny 1F Case postale 292 CH-1218 Le Grand-Saconnex	0041 79 676 1185
CORBEX-CACHAT Geneviève (UNICEF)	188 route des Chenevaz FR-74130 Ayze	0033 450 973928 g.corbex-cachat@wanadoo.fr
CROZON François (ILO)	10 avenue Voltaire FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 405797 francois.crozon@orange.fr
D'AGOSTINO-CHABBEY Giuseppina (OHCHR)	C/o Stéphane Chabbey Rue du Léman 5, CH-1201Genève	0041 79 312 2710 jgdagostino@bluewin.ch
DOSSA Albert (UNICEF)	C/o UNICEF, 5-7 rue de la Paix CH-1211 Genève 10	0041 79 311 5374
FINGER Karl M. # (WTO)	171 chemin de Beule FR-01170 Segny	
GIBBS Barbara #	Boulevard des Philosophes 4 CH-1205 Genève 4	0041 79 211 6823 gibbs.barbara@gmail.com

GOLDIE Clare (UNHCR)	Route de Valavran 74 CH-1293 Bellevue	0041 79 6799 505
GUERRERO-VENENCIA Catalina (UNOG)	Chemin des Colombettes 23 1202 Genève	0041 22 734 8615 mochilas700@hotmail.com
HAMMOND Henriette # (ITU)	Avenue des Roses 20 CH-1009 Pully	0041 21 729 7002 henriette@hammonds.ch
HISLAIRE Joan S. (ILO)	Chemin des Clochettes 4 CH-1206 Genève	0022 347 1004
IDOWU Roseline # (UNHCR)	Grandmontfleury 8 CH-1290 Versoix	0041 22 755 4470
JOSEPH Varghese (ITU)	Chemin des Verney 14B CH-1297 Founex	0041 22 776 4747 vjosephvarghese@gmail.com
KASKOUTAS-NORGAN Frances # (WHO)	Chemin François-Lehmann 18 CH-1218 Le Grand-Saconnex	0041 22 798 4053
KHERA Poppy # (UNOG)	Rue de Vermont 32 CH-1202 Genève	
KOLSTRUP Henrik (UNDP)	Strandbakkevej 31 DK-8250 Egaa	0045 8610 8051 kolst@yahoo.com
LATORRE Jose-Marie # (UNOG)	30 route de Divonne FR-01220 Sauvigny	0033 450 427721
LIRIA-FRANCH Ana (UNHCR)	Nafarroa 2 A B, Esc.1 ES-20800 Zarauz	0034 629 619974 fraliria@yahoo.com
MACHOUD Roger # (UNCTAD)	Chemin Auguste-Vilbert 7 CH-1217 Meyrin	0041 22 798 6310
MALCOTTI Jean-François (UNOG)	Rue du Jura 9B, CH-1196 Gland	0041 22 364 1760 malcotti@freesurf.ch
MKANDAWIRE Thandika (UNRISD)	Chemin des Colombettes 13 CH-1202 Genève	0041 22 734 9507
OTTOLENGHI Claudia # (IOM)	C/o IOM. P.O. Box 71 Genève 19	0041 22 201 2144 claudiaottolenghi@gmail.com
PERRY Anita (ITU)	Chemin des Combes 1 CH-1195 Dully	0041 21 824 1574 anita.perry@bluewin.ch
PETITJEAN Jean-Claude (UNOG)	2251 rue de Pitegny FR-01170 Gex	0033 450 419239 petitjean.jc@wanadoo.fr
PIRLLOT Pierre-François (UNHCR)	Chemin de la Cote FR-58210 Cuncy-les-Varzy	0033 386 273348 ppirlot@hotmail.com
PONS Jilla # (UNICEF)	Rue du Léman 6, CH-1201 Genève	0041 22 731 9213 fdpons@bluewin.ch
PORTER Nancy (UNOG)	Rue Albert-Gos 5 CH-1206 Genève	0041 22 347 2206
SECCHI Marie-Ange (UNOG)	Avenue Wendt 20 CH-1203 Genève	0041 22 344 8444 msecchi@bluewin.ch
TEUNISSEN Jacqueline F. (WMO)	Chemin des Coudriers 19A CH-1216 Cointrin	0041 22 788 5236 j.teunissen@bluewin.ch
THOMAS Guy # (UNHCR)	C/o UNHCR, C.P. 2500 CH-1211 Genève 2	
THOMPSON Janice (UNOG)		0041 22 733 0447 janicegva@yahoo.com
VENKATESWAR Krishnan (UNOG)	Chemin Colladon 12 CH-1209 Genève	0041 22 791 0305 kvgeneva@yahoo.com
VIBERT Catherine (UNOG)	15 Grande Rue FR-01220 Divonne-les-Bains	

VIEILLE Michèle (UNHCR)	161 rue des Gentianes, Tucinges FR-74130 Bonneville	0033 450 257027 michelevieille@wanadoo.fr
VIRDEE Vatsala (UNHCR)	Chemin de la Cressonnière 68 CH-1294 Genthod	0041 22774 2650 vvirdee@yahoo.com
WEILER Janet (OHCHR)	Rue du Village 14 CH-1273 Arzier	00 41 22 366 8006 janet.weiler@bluewin.ch
ZIMMERMANN Andreas G. (UNOG)	Chemin Marc-Emery 7 CH-1239 Collex-Bossy	0041 22 774 1958

CHANGEMENTS D'ADRESSE CHANGES OF ADDRESS

AALDERS Robbert H.	Parklaan 55 Bus 18 BE-2300 Turnhout	0031 14 853 665
BERTHO Christel	83 rue des Greffions FR-74930 Reignier-Esery	ber.christel@orange.fr
BESSON Robert	Champ de la Chapelle, Esery FR-74930 Reignier	
BREEN Jacqueline	Résidence Colladon 5 chemin Colladon, Apt. 674 H CH-1209 Genève	0041 22 730 7674
BURFORD Liliane E.	Avenue d'Aire 89 CH-1203 Genève	0041 22 345 1363
CAMERON Sheena	Flat 44, Cumbrae Court, Nelson Street GB-Largs	
CHANG Li-Mei	39 Ashcroft Gardens GB-Cirencester, Glos. GL7 1RD	
CONTRERAS Vilma	C/o Fontanilla Chemin Francois-Lehmann 26 1218 Le Grand-Saconnex	
DE GIOVANNI Régine	89 allée des Peupliers Hameau de la Côte FR-74580 Viry	
DE RIEDMATTEN Janvier	Rue des Châteaux 35 CH-1950 Sion	
DICK Alain	3689 chemin vie de l'Etraz FR-01220 Divonne-les-Bains	
ELKAN Anne	2 Magnolia Close GB-Cambridge	
ELLERMANN RAVN Jean	31 Creag Bhan Village GB-Oban, Argyll PA34 4BF	
ELLIOTT David	Oester Groenskovvej 24, Kirkholt DK-9750 Oestervraa	
ERKUL Ginette	Les Senioriales – Bât. B.03 Avenue Pau Casals FR-66500 Prades	
GIRAUD Germaine	55 impasse du Tilleul FR-01280 Prévessin-Moëns	0033 450 405628 germain.giraud@orange.fr
GONZALEZ Jennifer	Chemin Colladon 5 CH-1209 Genève	0041 22 774 2263 jenny.gonzalez@bluewin.ch
GROS Denise	Rue du Comptoir 11 CH-1700 Fribourg	
HEDSTRÖM Carl-Eric	Samuel Permans Gata 11 SE-83131 Östersund	0046 63 512507 cehedstrom@yahoo.com
KANTARDJIAN Laurette	Grand'Rue 21, CH-1180 Rolle	
MESSERI Albert	Gladbachstrasse 126 CH-8044 Zurich	
NYPAN Erling	Chemin du Midi 8. CH-1260 Nyon	

PENICHOT Marion	Le Clos Saint François, Bât. C 262 avenue de Verdun FR-83700 Saint Raphael	
REIFENRATH Roland	Calle Las Margaritas 229 Urbanización El Rosario ES-29600 Marbella (Malaga)	0034 952 838093
RENLUND Eric B.P.	Rue du Bisse 11 CH-3963 Crans-Montana	ericrenlund@hotmail.com
ROELOFSEN Hendrik	Chemin du Temple 5 CH-1936 Verbier	hgroelofsen@gmail.com
RONDON-FUENTES Hector	25 Quai André Citroën FR-75015 Paris	
RÖSELAERS Frans	Rsidence Divona Park Bâtiment Fragaria 268 boulevard des Epinettes FR-01220 Divonne-les-Bains	0033 6 8331 5928 roselaers@gmail.com
SANSON Bernard	116 avenue de la Faisanderie FR-91800 Brunoy	0033 169 423546
VANDEBURG Joel	47 Coast Road NZ-Karitane 9440	
VEZEL Mikhail	Rublevskoye shosse 52, Apt. 61 RU-121609 Moscow	
WALPEN Laurent	Avenue du Bietschhorn 31 CH-1950 Sion	laurent.walpen@gmail.com
WATTERSON Felicia	Le Concorde, rue de Lausanne 30 CH-1950 Sion	0041 27 321 1874
WEST Jean J.	92 rue de la Scierie Moulin de Malivert FR-01630 Saint-Genis-Pouilly	0033 450 283398
WILSON Maureen	Résidence Colladon 5 chemin Colladon, Apt. 674 H 1209 Genève	0041 22 730 7674
WINCH Nicole A.	Avenue Ritz 21 CH-1950 Sion	0041 27 322 2263



ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG – ONU GENEVE

BECKER Hélène	05 04 2008
BENVENUTI C.	01 03 2008
BOVAY Susan Elizabeth	04 08 2008
CLUBWALA Cawas	29 02 2008
COSSET Eugene	21 03 2008
DELBECQ Nicole	28 04 2008
DOUGROU Jean-Charles	23 02 2006
EGGIMANN Yvonne	13 06 2008
FINDING Daphne	05 03 2008
IANNI CERVERA Ana-Maria	unknown
LOZANO Franklin	unknown
MARTA Noemi Pierola	21 04 2008
MATHURIN Hortense Rose	23 04 2008
MICHALOPOULOS Elizabeth	23 04 2008
OBIOLS-RIP9LL Maria A.	unknown
RABOIN Michael Francis	08 04 2008
RIOS Maria	29 03 2008
ROBIN Michel	18 02 2008
STEGMANN Hermann Otto	Unknown
VASSILCHIKOV Georges	Unknown
ZOUAOUI Marie-Claire	04 03 2008

UNCTAD – CNUCED

SCHNEIDER Cecilia	17 09 2007
-------------------	------------

UNECE – CEE ONU

ELKAN Peter G.	23 03 2008
HALBERTSMA Hylke G.	09 06 2008

UNHCR

BARROZO Filipina M.	14 02 2008
BIEGEL Eleonora Désirée	05 07 2008
HASELMANN Oldrich	15 06 2008

GATT

BERAL Henri	03 03 2008
PASIN Sermet Refik	27 07 2008

ILO – BIT

AEBI Suzanne	26 04 2008
COSSA Feliciano	28 05 2008
DEMAYO I,E.	24 04 2008
DIZONNO Angela	17 02 2008
DREVARD Jean-Poierre	20 03 2008
FRIEDRICH Robert	16 04 2008
GROSSEN Jean-Louis	15 04 2008
HARE Janet M.	23 04 2008
HERRERO R. Palmiro	22 04 2008
KAUFMANN Frances M.	02 04 2008
LEE Joo-Hyon	05 04 2008
MARKHAM Marian	16 03 2008
MARTIGNONI Gérard Emile	02 08 2008
MPYISI Eldad John Basaza	02 06 2008

PALEOLOGOS Maria	13 03 2008
RICHARDS John Hamish	05 03 2008

ITU – UIT

INANO Kimiko	30 04 2008
KHALIQ Sheikh Abdul	28 03 2008
LECLUYSE Joyce	unknown
MARQUET J.	24 04 2008
MENONI Ann Louise	20 01 2008
MORGAN Percival	31 03 2008
MORIN Jean-Marie	07 03 2008
RAO Kamla	15 02 2008
SATHAR Syed Abdul	02 02 2008
TSUKADA Sohei	12 05 2008
WINTER-JENSEN Grethe	06 08 2008

WHO – OMS

ABOU-GAREEB Aly H.	29 03 2008
ALDAMA-CONTRERAS Alva	30 04 2008
BACHKANGI Anna-Maria	29 04 2008
BAGGA Sita Ram	27 12 2007
BERG Phyllis Lynn	15 03 2008
BERNARD Monique	11 07 2008
DA SILVA Roger H.C.	22 03 2008
DE LOURDES VERDERESE	06 03 2008
ELMORE Blanca	08 04 2008
ENGLAND DALTON Kathleen	15 03 2008
FARID Samina Mohyeddin	16 03 2008
GESER Anton	03 04 2008
GHOSAL Barun Chandra	23 08 2007
GOOSENS Charles	10 03 2008
GROVER Sada Nand	15 02 2008
GULZAR Maurya	16 02 2008
HASSN Sora^ya	01 04 2008
HUSSEIN Ivy	27 04 2008
KANARIS Michael H.	13 06 2008
KAPLAN Lenna B.	30 06 2008
KINZONI-NTARY Albert	28 11 2007
KISHORE FRANK Tara	unknown
KOMBO-BIASSALA Antoine	22 02 2008
KUO Chen	10 03 2008
LELO Gaston	03 04 2008
NADER (ex Souccar) Yamna	09 04 2008
NAPALKOV Nikolai P.	22 03 2008
PALACIOS Ena	19 03 2008
PALMER Florence	unknown
PATTERSON Mildred F.	14 04 2008
PATTERSON Adeline Wynant	23 02 2008
PEREIRA Newton	19 03 2008
PINO Florencio	31 10 2007
PUHL Lore	unknown
RACINE May	20 06 2008
RALINORO Charles L.	unknown

RENE Ismael V. 17 01 2008
 ROY Max 03 04 2008
 SADDIK Ioasna unknown
 SATHIANATHAN Manickav 30 04 2008
 SCHULMANE Vera 06 03 2008
 SENEVIRATNE Jean unknown
 SERRANO Carlos 22 04 2008
 SINGH Kanchi 09 09 2007
 STEGMANN Otto unknown
 SUAREZ Ana Maria 13 03 2008
 UGALDE Isabel unknown
 WHELDON Marjorie 20 03 2008
 WILLIAMS Errol 20 03 2008
 ZIVOJINOVIC Kathleen 22 02 2008

WMO – OMM

GORDON Catherine 23 02 2008

UNHQ – ONU NEW YORK

ABDELWAHAB A. 21 02 2008
 ANGEL William D. 10 04 2008
 AUTPHENNE Yves 30 03 2008
 AZZAM Omar 09 04 2008
 BEGLEY Anne Frances 19 05 2008
 BENTIL Michael A. 12 04 2008
 BEREDJICK Nicky 18 05 2008
 BURNS Martha 29 03 2008
 CANDIL DE DONNAY Laura 10 02 2008
 CARMAN Elisabeth 03 10 2008
 CARY Muriel G. 07 02 2008
 CHEDID Sayed A. 02 03 2008
 DE EBOLI Esther Leal 16 03 2008
 DESMANGLES Gontran 22 04 2008
 FAHMY Baha I. 02 03 2008
 GARCIA Tudero 19 02 2008
 GOLD Irma 13 03 2008
 GOSS Roger A.E. 12 03 2008
 HARRISON Donald 04 03 2008
 HASHISH Ibrahim 26 04 2008
 HOWE Pauline 18 04 2008
 ISAACS Audrey Elaine 23 12 2007
 JANITSCHKEK Hans 21 02 2008
 JONES Audrey B. 22 04 2008
 KLEIN Raphael Victor 10 05 2008
 LEE Roberta 16 04 2008
 LIU Jane Yungsi 29 08 2007
 LOCKWOOD E.D. unknown
 MAILLARD-LEJANO Danielle 03 03 2008
 MAROT Louise unknown
 MAUNG U Than 08 04 2008
 McEWEN Mary I. 02 04 2008
 NEBEHAY Elisabeth H. 04 03 2008
 NELIS Andrée Jeanne 01 04 2008
 OLVER John A. 02 03 2008
 PERROT Robert E. 28 04 2008
 RANDRIAMAMONJY Justin 13 02 2008
 RICHARDS Eleanor M. 24 04 2007
 RILEY MOORE Melita (Holly) 16 01 2008
 SAMPSON Simone E. 02 03 2008
 SARKISSIAN Sarkis 27 10 2007

SAXENA Deoki 19 02 2008
 SHCHUKIN Nicolas 28 01 2008
 SIILASVUO Salli 01 04 2008
 SMITH Gloria M. 21 02 2008
 STOCKLIN Johann S. 30 04 2008
 SYLVESTER Eslyn M. 25 02 2008
 THANCRED Hilda 03 05 2008
 TRIMBLE Constance 11 04 2008
 WALRAEVENS Pierre L. unknown

ECLAC – CEPALC

AYBAR A. unknown
 ELGART Ana Victoria 25 11 2007

ESCAP – CESAP

BARTON H.M. 11 04 2008
 BHANDNGAM Chalernsri 12 04 2008
 MAMETTA Lek 26 04 2008
 MYINT Khin Mla 08 04 2008
 RAU Jon L. 16 02 2008
 RUGPRATUM Supawarn 23 04 2008
 TIMOFEEV Vladimir N. 12 03 2008

FAO

BALMFORTH Edward Geoffrey 09 05 2008
 BANFIELD J. 21 05 2008
 BERLIJN Johan 08 03 2008
 B0TELHO-NEIA Marly unknown
 BURI Paulo 22 03 2008
 BUSEILI Fadhi 31 01 2008
 CAPPARUCCI Enrico unknown
 CHINBUH Mary 23 02 2008
 CHURCH Coral S.R. 18 12 2007
 DIEBOLD Peter unknown
 GIROMETTI R. 22 03 2008
 GOSWAMI Pramod 07 03 2008
 JACKSON Peter B. unknown
 JANELID Ingrid Naemi 07 04 2008
 KAMAU Francis 20 02 2008
 KRANE Josef 25 03 2008
 LALANNE Raymonde M.J. unknown
 MANN Mohinder Kaur 25 03 2008
 MEERBURG Alexander R. unknown
 MOSKOVITS Maria 29 04 2008
 PAINE Gordon David unknown
 PIERIS Marjorie unknown
 SANTRAILLE M. 14 04 2008
 SASSON Jean Akolly unknown
 SAUNDERS Frank 25 03 2008
 SCHEFFERS Wilhelmus J. 02 03 2008
 SEPTEMBER Gwendoline 13 03 2008
 STINSON-EBNER Kitty unknown
 SWIDERSKI Jozef 06 04 2008
 TANDON Narbada 11 02 2008
 UNGER Z 18 12 2007
 VIVEKANANDAN Kandavanam 19 02 2008
 WEXELSEN Astrid 05 03 2008
 YANG Yueh-Heng 18 03 2008
 YAVORSKY John M. 06 04 2008
 ZAKI Carmen T. unknown

IAEA – AIEA			
CATE P.M.	23 04 2008		
FATTAH Abdul	05 02 2008		
FEILHUBER Lieselotte K.	unknown		
GALATANU Viorel-Codreanu	18 02 2008		
METWALLY Abdel-Mohsen M.	26 03 2008		
RISON Stuart Gorthorn	22 07 2008		
SANATAMO Siarabj	07 04 2008		
VESPRY Horace Arthur	24 01 2008		
ICAO – OACI			
ABDEL-SAYED Samia S.	03 04 2008		
CRAIG L.M.	12 05 2008		
GEMMELL Dorothy T.	11 04 2008		
LUNDQUIST Gustav E.	05 02 2008		
MOULTON Marilyn	12 04 2008		
MOUSSALLEM Fouad Y.	29 03 2008		
NUNEZ-ALONSO Sergio	29 04 2008		
PONTBRIAND H.	01 03 2008		
POPHAL Karl H.	unknown		
ROBA<O Mercedes	23 03 2008		
RUBIN Rachel	06 03 2008		
IFAD – FIDA			
EL SHERBINI A.A.	19 04 2008		
MUNSON Gordon Lowell	21 04 2008		
IMO – OMI			
ALCE Emily Alice	22 02 2008		
JENS Joachim	11 04 2008		
UNDP – PNUD			
AL-TOUQI Abdulla Salim	18 04 2008		
ALWIS Mary Margw	16 02 2008		
ANTHONY Lewis	05 04 2008		
ARHAB Mohamed	03 12 2007		
CHHETRI Giriraj	17 01 2008		
CHIMESYA Ronald Ross	07 04 2008		
ELVENAES Johan	06 01 2008		
GARNER Annette	30 03 2008		
JIA Jun Fu	13 02 2008		
KENU Alfred	11 02 2008		
KHELLADI Mohamed	unknown		
KONZ Peider	01 03 2008		
KOUREAS Polyzois	unknown		
MAJORO Amelia	10 02 2008		
MOHAMUD Mohamed S.	17 03 2008		
MUSA Mohammed	19 04 2008		
OLVER John A.	02 03 2008		
OSORIO Maria	20 02 2008		
PEETERS Jean Pierre	17 03 2008		
RASHID Nina	23 02 2008		
TAHA Ahmed Mohammed	04 01 2008		
TICHAUER Magdalena D.	06 04 2008		
YAQUB Mohammad	22 01 2008		
YUSUF Mohammad	07 04 2008		
UNECA			
ESHETU Afework	26 02 2008		
		MALIK Kaniz	13 04 2008
		PUPLAMPU A.	15 11 2007
		SEERS Eileen	unknown
		TRAORE Gaousson	19 03 2008
		WOLETEBERHAN Kifle	unknown
UNEP – PNUE			
		BESKOK Serap	03 04 2008
		MUNYAKA Simon	17 03 2008
UNESCO			
		ABDUL-HAK Andrée Jeanne	unknown
		BRUNO-MARFAING Marie-Lou	31 10 2007
		CRESPO TORAL Hernan	17 04 2008
		DE MUNTER Paul Gustave	unknown
		DETAILLE Louis Eugene	31 01 2008
		DIARE-TOURE Fanta	07 08 2008
		FOBES Hazel	19 02 2008
		GANEFF Robert Emmanuel	21 02 2008
		KADDOURA Abdul Razzak	29 07 2007
		KITAMURA Yoshiaki	unknown
		KURTI G.	12 04 2008
		LY Faconey	19 12 2007
		MARINE Charles	11 05 2008
		MATIC Milowan	unknown
		PERRENOUD G.	29 02 2008
		PLANCHENEAU Simone	unknown
		PRIEUR J.	12 05 2008
		SALAH Labiba	01 11 2007
		WAGNER A.	26 04 2008
		WRANGMARK Sven Borje	unknown
		ZUPANOVIC Sime	03 03 2008
UNIC			
		PHOUMAKIS E.G.	26 12 2006
UNICEF			
		ABRIAN-YAVRUYAN Mari-Lili	unknown
		BYAPARI N.	26 03 2008
		DANIELS Rachel	01 05 2008
		GURUNG Sunder Singh	23 02 2008
		KANTI Kamanand	08 12 2007
		KYI Daw Mya	24 04 2008
		MENDOZY-ORTIZ Rodolfo	05 03 2008
		NOUMSKONT Vichai	07 04 2008
		RAO Kamala Gopal	15 02 2008
		SHANKHDHAR Shanti Devi	21 12 2007
		TAYLOR Mary W.	16 03 2008
		WILI Edward Mansueto	13 03 2008
UNIDO – ONUDI			
		ACOGNY Togoun	09 02 2008
		CARUNI BAGHDASARIANS O.	20 11 2007
		MANG Herwig	unknown
		MULLER Georges	15 05 2008
		OVIEDO Laura A.	unknown
		SAINMONT Hubert M.	06 03 2008
		SWAMI Gopal N.	06 03 2008
		TRISCIUZZI Theodoro	unknown

UNIFIL			THOMAS Tydwg Lewis	01 04 2008
AL-ALAM Aziz Najib	2503 2008		WINTER-CHAUMENY Myrtle	05 04 2008
UNON			UNTC	
MBURU Joseph W.	19 03 2008		DIVECHU T.K.	26 03 2008
UNOV			UNTSO	
TUCCI Sandro	03 04 2008		AFFALO FIBI Mordechai	unknown
UNRWA			SHUKEIR Ibrahim	28 03 2008
DE JONG Franke	18 04 2008			

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS aux membres de l'AAFI-AFICS pour l'exercice clos au 31 décembre 2007

En vertu du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé à la vérification du Bilan et du Compte de Recettes et de Dépenses de l'AAFI-AFICS pour l'année terminée au 31 décembre 2007. Nous avons obtenu toutes les informations et les explications requises de la part des responsables de l'AAFI-AFICS.

Nous nous sommes assurés que les livres sont convenablement tenus et que la situation financière, ainsi que le résultat de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Bilan au 31 décembre 2007 et dans le Compte de Recettes et de Dépenses pour l'exercice clos au 31 décembre 2007, considérés conjointement avec les Notes en annexe, donnent une image sincère et véritable de la situation financière de l'Association au 31 décembre 2007.

En conséquence, nous recommandons l'adoption, par l'Assemblée générale, du Bilan au 31 décembre 2007 et du Compte de Recettes et de Dépenses de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Genève, le 21 février 2008

Antony L. Ingram

Robert J. Yazgi

AAFI-AFICS – NOTES CONCERNANT LES ÉTATS COMPTABLES

1. Subvention de l'ONU

Conformément aux termes de l'accord avec l'ONU, l'organisation a remboursé en 2007 la somme de CHF 987.13 au titre de contribution des dépenses des communications encourues par l'AAFI en 2006.

2. Télécommunication

L'ONU a soumis sa facture concernant les dépenses de 2006 à fin 2007 seulement. Le montant figurant à ce poste comprend donc les années 2006 et 2007.

3. Missions et voyages

Cette dépense couvre les frais de deux délégués au Conseil de la FAAFI à New York ainsi qu'à la réunion de l'UNJSPF, alors qu'en 2006 ce poste concernait le coût de la mission d'un délégué à la réunion de l'UNJSPF à Nairobi, alors que le Conseil de la FAAFI s'était réuni à Genève.

4. Fonds de solidarité

Le Fonds de solidarité a été créé aux fins de venir en aide à d'anciens fonctionnaires internationaux ayant à faire face à des circonstances difficiles, qu'ils soient membres de l'Association ou non et qu'ils résident à Genève ou ailleurs. Le Fonds est financé par des transferts du Fonds de Surplus de l'AAFI, dont les montants sont jugés appropriés par le Comité. Tout don perçu par l'AAFI est automatiquement crédité au Fonds.

Le montant net des paiements au début du fonds s'est élevé à CHF 4.191, 85, soit :

Prêt	CHF 5.111,85
Moins remboursement	<u>CHF 920,00</u>
Montant net des paiements	<u>CHF 4.191,85</u>

Le Fonds n'est grevé d'aucune charge.

21 février 2008

V. Narasimhan
(trésorier)

AAFI / AFICS

COMPTE DE RECETTES ET DE DEPENSES POUR L'EXERCICE TERMINE AU 31 DECEMBRE 2007

(montants libellés en francs suisses)

	RECETTES		DEPENSES	
	2006	2007	2006	2007
Contributions :				
Annuelle	6'164.35	8'981.35	686.20	5'648.24
Transfert de la Réserve :			4'593.30	13'414.81
1/25 des contributions à vie des membres			3'853.90	1'509.30
de 1982 à 2007	30'674.00	30'906.00	5'250.65	5'414.06
Total partiel	36'838.35	39'887.35	764.40	1'098.55
			30'000.00	32'100.00
Autres recettes :			1'126.60	816.25
Contribution de l'OENU (frais de télécommunication)	3'564.60	987.13	2'332.80	2'850.70
Intérêts bruts	15'171.65	17'378.77	1'300.00	2'200.00
Profit sur vente d'investissements	2'091.45		39.58	9.17
Total partiel	20'827.70	18'365.90	4'304.00	730.51
			1'112.80	556.18
Total	57'666.05	58'253.25	55'364.23	63'347.77
Excédent des dépenses sur les recettes		8'094.52	2'301.62	
TOTAL	57'666.05	66'347.77	57'666.05	66'347.77

REPORT OF THE AUDITORS

REPORT OF THE AUDITORS to members of AAFI-AFICS

In accordance with the duties entrusted to us we have audited the attached Balance Sheet and Income and Expenditure Account of AAFI-AFICS for the year ended 31 December 2007. We have obtained all the information and explanations which we required from the officers of AAFI-AFICS.

We have satisfied ourselves that the books are correctly kept and that the financial situation and the results of the year as shown in the Balance Sheet as at 31 December 2007 and the Income and Expenditure Account for the year ended 31 December 2007, when considered together with the Notes attached thereto, give a true and fair view of the Association's affairs at 31 December 2007.

We therefore recommend to the General Assembly to approve the Balance Sheet as at 31 December 2007 and the Income and Expenditure Account for the Year ended on 31 December 2007.

Geneva, 21 February 2008

Antony L. Ingram Robert J. Yazgi

AAFI-AFICS – NOTES TO ACCOUNTS

1. Grant from UNOG

As per the agreement with UNOG, during 2007 UNOG reimbursed the amount of CHF 987,13 as a contribution towards AFICS's telecommunication expenses for 2006.

2. Telecommunications

UNOG has sent their invoice for 2006 only at the end of 2007. The amount under this item includes expenditure for years 2006 and 2007.

3. Missions and Travel

The expenditure covers the cost of two delegates to New York for the AFICS Council and UNJSPF meeting, whereas during 2006 it covered the cost of one delegate to Nairobi for UNJSPF meeting and the AFICS Council meeting was held in Geneva.

4. Solidarity Fund

The solidarity fund was established to provide financial help to former international civil servants who find themselves in difficult circumstances, irrespective of whether they are members of the Association or whether they reside in Geneva or elsewhere in the world. The fund is financed by such transfers from AFICS Surplus Funds as the Committee considers appropriate. In addition donations to AFICS are automatically credited to the fund.

The net payments from the fund totaled CHF 4.191,85 made up as follows:

Grant	CHF 5.111,85
Less loans repayment	<u>CHF 920,00</u>
Net payments	<u>CHF 4.191,85</u>

There are no liabilities outstanding.

21 February 2008

V. Narasimhan
(Treasurer)

INCOME AND EXPENDITURE ACCOUNT
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2007
(Expressed in Swiss Francs)

INCOME		EXPENDITURE	
	2006	2007	
Contributions:			
Annual	6,164.35	8,981.35	686.20
Transfer from Reserve:			4,593.30
<u>1/25 of life Members' contributions</u>			3,853.90
from 1983 to 2007	30,674.00	30,906.00	5,250.65
Sub Total	36,838.35	39,887.35	764.40
Other:			30,000.00
Grant from UNOG towards communications	3,564.60	987.13	1,126.60
Gross interest	15,171.65	17,378.77	2,332.80
Profit on sale of investments	2,091.45		1,300.00
Sub Total	20,827.70	18,365.90	39.58
			4,304.00
			1,112.80
			-
			730.51
			556.18
Total	57,666.05	58,253.25	55,364.23
Excess of expenditure over income	8,094.52		2,301.82
TOTAL	57,666.05	66,347.77	57,666.05
TOTAL			66,347.77

PUBLICATIONS AVAILABLE TO AAFI-AFICS MEMBERS

(Members of AAFI-AFICS may request copies of these documents by sending an e-mail to aafi-afics@unog.ch, or write a letter to AAFI-AFICS, Room C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10, Geneva, Switzerland. Please indicate the address to which the copy should be sent. Most of these documents are available in electronic form).

	(Language)	(Date of Issue)
<u>Source AAFI-AFICS</u>		
Statutes of AAFI-AFICS	(E/F)	May 2000
A Guide to Retirement	(E/F)	September 2002*
The Swiss AVS/AI	(E/F)	December 2007
Taxation of United Nations Pensions, General Information on taxation in different countries, with special emphasis on the Geneva area	(E/F)	May 2006
Taxation of UN Pensions, Denmark	(E)	2005
Assessment Guidelines for UN pensions and surviving spouse benefit, Denmark	(E/Danish)	January 2008
Taxation of UN Pensions, Sweden	(E/F)	2002
Checklist of Items of Information needed by Survivors in the event of a Pensioner's death	(E/F)	October 2003
Deciphering your Quarterly Statement from the Pension Fund	(E/F)	September 2001
The Dual Track: How to make the best use of it	(E/F)	March 2007
The Lump Sum: Take it or Leave it?	(E/F)	October 2005
Wills and Successions	(E/F)	December 2002
AAFI-AFICS Information Note on Long-term Care services in Geneva	(E)	January 2008
The new address of the UNJSPF Geneva Office	(E/F)	September 2007
<u>Source: the ILO Staff Welfare Office, HRD</u>		
List of Main (Social) Services in Geneva	(E/F)	November 2001
<u>Source: the British Association of Former UN Civil Servants (BAFUNCS)</u>		
Planning Retirement in the United Kingdom	(E)	November 2007
Taxation in the United Kingdom	(E)	April 2007
Accommodation for Older People in the United Kingdom	(E)	November 2007

Source: the Canadian Association of Former International Civil Servants (CAFICS/ACAFI)

Taxation in Canada (E) May 2006

Source: Asociación de Ex-Funcionarios de las Naciones Unidas de Argentina (AFICS-Argentina)

Taxation in Argentina (E) June 2006

Source: United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF)

(Retirees and beneficiaries may request *directly* from the Pension Fund's Geneva Office, by e-mail to jspfgva@unog.ch, or by letter to: UN Pension Fund Office in Geneva, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10. Please indicate the address to which the document should be sent).

Thematic documents

Validation	(E/F)	2002
Separation	(E/F)	2003
Disability	(E/F)	2003
Restoration	(E/F)	2002**
The Two-Track System	(E/F/Esp)	2003
Information for Beneficiaries	(E/F/Esp)	2004
Participation	(E/F/Esp)	2004
Transfer Agreements	(E/F/Esp)	2005***

Other UNJSPF documents (also available on the UNJSPF website www.unjspf.org)

Annual Letter from the CEO (January 2008)	(E/F/Esp)	in preparation
Regulations, Rules and Pension Adjustment System of the UNJSPF	(E/F/Esp)	

* indicates that the AAFI-AFICS document is being revised

** a supplement to "Restoration" in the form of a FLIER is also available

*** a supplement to "Transfer Agreements" in the form of a FLIER is also available

2009 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE-- NOMINATION OF CANDIDATES

Any three members of the Association can propose a candidate. If you wish to stand or to propose a candidate, please complete the form below: **it will have to reach the AAFI-AFICS**, Office C.544-1, Palais des Nations, CH -1211 Geneva 10, **by Monday 17 November 2008 at the latest.**

NOMINATION FORM

We propose for election to the AAFI-AFICS Committee

Name (capitals)	First name	Date and candidates' signature of acceptance
-----------------	------------	--

Name	First name	Date and Signature
------	------------	--------------------

Name	First name	Date and Signature
------	------------	--------------------

Name	First name	Date and Signature
------	------------	--------------------

Please give a short biographical note on the candidate

(PTO if necessary)

AAFI-AFICS
Déjeuner d'été – Summer Lunch
24 juin 2008

